
INSTITUT D'ETUDES POLITIQUES DE PARIS

DOCUMENT DE SYNTHÈSE

Liste de publications, travaux,
enseignements et projets en perspective

DOCUMENT COMPLEMENTAIRE POUR
L'HABILITATION A DIRIGER DES RECHERCHES

LOUIS CHAUVEL

COORDINATION : ALAIN CHENU

DECEMBRE 2003

Ce document complète mon mémoire « Génération sociale et socialisation transitionnelle : Fluctuations cohortales et stratification sociale en France et aux Etats-Unis au XXe siècle » (292 p.) de façon à présenter ma trajectoire et mettre en perspective mes projets actuels de recherche.

Il contient une première partie, plus littéraire, retrace les principaux aspects récapitulatifs et prospectifs de ma trajectoire ; la seconde, ressemblant plus à un *curriculum vitae*, relève du simple listage de mes activités.

Table

TRAJECTOIRE SCIENTIFIQUE ET PROJETS.....	3
TRAJECTOIRE PASSEE	3
<i>Une étape.....</i>	3
<i>La sociologie des générations, au croisement de la structure et de la dynamique sociale</i>	4
<i>Sous-champs complémentaires.....</i>	5
<i>Enseignements et recherches.....</i>	6
<i>Recherches collectives et directions de recherche</i>	7
PROJET D'AVENIR.....	9
<i>Vue d'ensemble.....</i>	9
<i>Déroulement du programme.....</i>	11
<i>Réexamen des acquis.....</i>	11
<i>Dynamique générationnelle et Etats-providence.....</i>	13
<i>Comparaison empirique de la dynamique générationnelle.....</i>	16
<i>Références bibliographiques des travaux cités.....</i>	19
CURRICULUM ET LISTE DE PUBLICATIONS ET TRAVAUX	21
DIPLOMES, FORMATIONS, CONCOURS	21
FONCTIONS.....	21
RESEAUX, COMITES, RESPONSABILITES	22
PUBLICATIONS.....	22
RESUME DE DIX PRINCIPALES PUBLICATIONS.....	27
VALORISATION ET DIFFUSION DE LA RECHERCHE (SELECTION)	38
EXPERTISES-RAPPORTS-MIMEOS-DOCUMENTS DE TRAVAIL.....	39
CONFERENCES, GROUPES DE TRAVAIL, ECHANGES, INTERVENTIONS	40
ENSEIGNEMENTS (COURS ET MODULES) (ANNEE 2000-2003)	45

Trajectoire scientifique et projets

Trajectoire passée

Une étape

C'est en septembre 1998 qu'a débuté mon existence de Maître de conférences des universités à l'IEP de Paris. Cinq années après, il est temps de refaire un point sur l'ensemble de la trajectoire et de réaliser un bilan de cette étape.

Venu anciennement de l'économie (ENSAE 1990), passé à la sociologie à la faveur d'une admission dans le DEA de Sciences Sociales (ENS-EHESS) en 1991 où j'ai trouvé la vocation, j'étais depuis 1992 sur un poste Chargé d'études à temps plein dans le « Cellule de sociologie » de l'OFCE, où j'avais eu le temps de rédiger ma thèse (*Evolution du système de stratification sociale et succession des cohortes : grandeur et décadence des générations dans la société française des Trente glorieuses à nos jours*, Thèse de doctorat en Sociologie, Lille I), de la remanier en ouvrage (*Le destin des générations, structure sociale et cohortes en France au XX^e siècle*, PUF) et de publier une quarantaine de textes scientifiques au statut diversifié. En juin 1998, j'ai renoncé au concours CNRS où j'étais classé 3^e sur 5 postes à pourvoir (concours 1998, commission 36, projet présenté : « *Evolution du système de stratification sociale et succession des cohortes : Les niveaux et les genres de vie* »), pour des raisons qui peuvent paraître obscures, mais de façon à apprendre un autre métier que celui de chercheur, que je connaissais déjà assez bien, de façon aussi à apprendre à parler, et pour suivre une voie plus proche de mes aspirations, c'est-à-dire plus au contact des générations

suivantes à qui transmettre les connaissances que nous avons reçues, en y apportant notre part.

Cette nouvelle étape, depuis cinq années, est-elle une rupture par rapport à celle qui précédait ? Je ne le crois pas, car l'essentiel des thématiques qui sont les miennes aujourd'hui — stratification sociale, changement social, inégalités intergénérationnelles, comparaisons internationales — étaient déjà largement en place, dans le cadre d'une sociologie économique empirique, proche parfois de la démographie, et marquée par une volonté de construction d'interprétations sociologiques, alliée à une volonté de développer une sociologie quantitative « douce », pour laquelle les statistiques ne sont pas une fin en soi, mais une ouverture vers la réflexion et l'interprétation des grands changements des sociétés occidentales, ainsi qu'une méthode pédagogie utile d'enseignement par la recherche. Tout cela relève de la continuité. La rupture relève plutôt d'un approfondissement de l'ensemble des champs ici mis en jeu, avec tout à la fois une exploration empirique plus poussée et une tentative plus affirmée de théorisation, tout en s'intéressant aux cadres institutionnels nationaux susceptibles de jouer un rôle dans les phénomènes étudiés. Il s'agit dès lors de synthétiser les approches qui sont les miennes.

La sociologie des générations, au croisement de la structure et de la dynamique sociale

Spécialisé dans la connaissance des mutations de long terme des sociétés et des changements des configurations sociétales, notamment des Etats-providence, je travaille essentiellement sur les cohérences et les contradictions qui peuvent exister entre les formes de socialisation auxquelles les individus sont confrontés, dans lesquelles ils se fondent ou qu'ils rejettent, les valeurs et les choix dont ils sont porteurs, et les possibilités sociales de réalisations qui leur sont effectivement ouvertes dans leur société. Il s'agit donc là d'interroger le lien entre action individuelles et contraintes collectives, en insistant particulièrement sur les variations sociales et historiques de la socialisation. Cette posture m'a amené à m'intéresser à de nombreux champs de la sociologie comparée, de la stratification sociale aux modes de vie, du suicide à la consommation.

Mon apport principal consiste en une analyse générationnelle, où la socialisation, le développement de l'école, l'investissement collectif dans les nouvelles générations, et les valeurs transmises par les générations précédentes aux individus membres des nouvelles générations en formation qui composeront la société de demain, sont les éléments centraux du changement social de long terme.

Je développe aujourd'hui ces analyses en comparaison internationale, mettant en évidence notamment que l'expansion scolaire et universitaire, l'expansion et le ralentissement économique, mais aussi la transmission des référents culturels et de modes de vie sont un enjeu crucial de la transformation des sociétés au travers du changement des univers de valeurs et de contraintes auxquelles les acteurs sociaux se confrontent. Ceci constitue l'axe principal dans lequel s'inscrivent mes recherches.

Sous-champs complémentaires

Intéressé avant tout à concevoir une sociologie générale, fondée sur un programme descriptif et empirique fort, il peut m'arriver de diverger de la ligne principale de l'analyse sociologique des générations qui apparaîtrait sinon comme une spécialisation étroite de mes travaux. Plusieurs champs complémentaires apparaissent clairement dans mes productions : d'une part, la question générale de l'évolution de la structure de classes sociales, notamment autour de l'analyse des budgets et des dépenses des ménages ; d'autre part, celle des inégalités dans l'enseignement supérieur et des conséquences de la croissance scolaire ; enfin, une analyse de la mutation des représentations et des valeurs, notamment à l'échelon infranational.

Le débat sur l'évolution du système de classes sociales s'est intensifié à la suite des élections du 21 avril 2002. Bien avant, j'avais travaillé sur le phénomène de restratification objective de la société française, ou plus précisément sur la fin du courant de mobilité sociale structurelle des années 1960-1970 sur lequel repose le discours de la moyennisation objective de la société française. Ce travail, qui connaît actuellement des extensions internationales, permet de repérer aujourd'hui une contradiction frappante entre des sociétés occidentales où les représentations collectives en termes de classes et le sentiment d'appartenance de classe est problématique, et des structures objectives qui ne correspondent pas à une homogénéisation univoque. L'analyse des structures budgétaires des ménages est aussi une dimension importante de ce travail sur la stratification, qui renoue avec une tradition halbwachsienne que j'aimerais développer plus complètement (mon projet CNRS y était consacré). Ce travail, partiellement indépendant de la question des générations, est un motif important de ma production.

La question de l'investissement scolaire, des inégalités devant l'éducation, puis dans le monde du travail, et l'enjeu de la valorisation/dévalorisation des titres scolaires est aussi une dimension partiellement indépendante de celle des générations, que je développe peu à peu. Ce travail, dont j'ai développé quelques bases méthodologiques, reste à mener plus avant.

Enfin, la question de la mutation des valeurs et des représentations, notamment mais pas exclusivement d'ordre religieux, en lien éventuellement avec une lecture sociologique des comportements politiques, est une troisième dimension complémentaire que je tente de développer, notamment dans le but de repérer des clivages régionaux ou infranationaux, pour les expliquer notamment par une polarisation territoriale d'une tendance de « modernisation » des valeurs, susceptible d'illustrer des contradictions fortes dans l'évolution contemporaine de l'Europe.

L'unité de ces divers axes se trouve dans une approche théorique que je tente d'affiner. En essayant de dépasser l'opposition souvent stérile entre holisme et individualisme, je m'intéresse aux approches hybrides combinant des référents variés, mettant en relation ces deux pôles. Mes travaux m'amènent surtout à interroger les cohérences entre les formes sociales objectives et les représentations que s'en donnent les acteurs sociaux, et à m'intéresser surtout aux incohérences entre les aspects structurels et les aspects culturels. Il en résulte le développement d'une théorie de la dyssocialisation — d'incohérence entre d'une part attitudes et comportements inculqués lors de la période de socialisation, et d'autre part conditions réellement vécues dans la vie adulte —, qui tend à généraliser celle de l'anomie selon Merton.

Du point de vue méthodologique, venu de l'économie et des statistiques, j'ai développé un savoir-faire de méthodes quantitatives critiques plus inspirées des travaux empiriques de Maurice Halbwachs que de l'économétrie.

Enseignements et recherches

Ces travaux de recherche se sont toujours développés en parallèle avec mes activités d'enseignement. Même si l'enseignement exige aussi des travaux distincts d'une activité exclusivement centrée sur la recherche, la transmission du savoir telle qu'elle s'effectue tant dans le deuxième cycle que dans le troisième autorise largement des interconnections mutuellement favorables des deux types d'activité. En l'occurrence, le développement de méthodes d'enseignement par la recherche, où la transmission du savoir passe par l'appropriation par les étudiants de méthodes d'investigation leur permettant d'être actifs vis-à-vis de leur propre maîtrise des connaissances, permet de renforcer ces liens entre les deux aspects du métier d'enseignant chercheur.

J'ai développé cette d'enseignement par la recherche dans les différents cours et séminaires que j'ai assuré au long des cinq dernières années, dont je présente *in fine*, dans ce document, la liste exhaustive au cours des trois dernières années. Ces

cours recouvrent quatre types principaux de savoirs : l'épistémologie appliquée, les méthodes statistiques, la dynamique comparée de la stratification sociale, et la sociologie des âges et des générations.

Recherches collectives et directions de recherche

Dans le cadre de cet axe ou de ce faisceau d'axes de recherches, j'ai participé à l'élaboration et à la direction de différents groupes. D'une part, j'ai consacré une partie de mon temps d'enseignement à la direction de sept mémoires principaux de DEA (outre des mémoires quantitatifs réalisés dans le cadre du DEA de sociologie de l'IEP de Paris, trop nombreux pour être cités), et à la codirection de trois autres, dont la liste est ici présentée. Ces mémoires représentent pour la plupart des prolongements d'axes de recherches que je développe aussi au cours de mes travaux personnels. Un de ces mémoires ont donné lieu à l'obtention d'une allocation ministérielle (Viviane Le Hay) et un autre est en cours d'obtention d'un financement sur trois ans à concurrence de 56 000 euros par le ministère des affaires sociales (projet classé 6 sur 39 propositions dont 7 sont retenues).

1998	HERRIAU Anne	Âge, famille et consommation. Quelques résultats tirés des enquêtes Budget des Ménages en 1995 et 1985, 89p. + annexes Dir. <i>Louis Chauvel</i>
1998	KOLEVA Maria	Flexibilité et marché du travail en France. Aspects comparatifs France/Royaume-Uni, 65p. + annexes Dir. <i>Louis Chauvel</i>
1999	HAREUX Delphine	Genre et consommation alimentaire. La notion de « féminisation » a-t-elle un sens ?, 89p + annexes Dir. <i>Louis Chauvel</i> et <i>Jean-Vincent Pfirsch</i>
1999	HERAULT Catherine	Consommation et classes sociales. A quel degré les structures de consommation révèlent-elles encore aujourd'hui les structures sociales?, 86p + annexes Dir. <i>Louis Chauvel</i>
1999	LE HAY Viviane	La structure territoriale française à travers la diffusion spatiale des prénoms, 93p + annexes + livret de cartographie Dir. <i>Louis Chauvel</i>
2000	BRUT Renaud	La récusation des jurés de Cour d'Assises, 78p + annexes Dir. <i>Louis Chauvel</i> et <i>Laurent Mucchielli</i>
2001	JACQUELINE Matthieu	Musique et musiciens techno. 71p. Dir. <i>Louis Chauvel</i>
2002	AUDEGOND Sandrine	Les deniers privés du bien public : l'intervention des fondations dans l'enseignement supérieur et la recherche. France, Allemagne, Royaume-Uni. 84p+annexes Dir. <i>Louis Chauvel</i>
2002	PARENTY-MAHIEU Ariane	Femmes et dirigeantes : une double exigence. 85p+annexes Dir. <i>Jean-Hugues Déchaux</i> et <i>Louis Chauvel</i>

2003	PEUGNY Camille	Le déclassement social. Expérience subjective et conséquences individuelles de la mobilité intergénérationnelle descendante. 103p.+annexes Dir. <i>Louis Chauvel</i>
------	----------------	---

Au-delà de ces travaux de direction de mémoires de DEA, je codirige avec Jérôme Gautié (Professeur d'économie à l'Université de Reims) et Anne-Marie Guillemard (Prof. Socio. Université Paris V) depuis près de 4 ans au projet de recherche TTTT (*Travail, Temps, Trajectoires et Transitions*) financé à hauteur de 100 000 euros par le Ministère de la recherche (avec le soutien de la Darès et du Plan) dans le cadre de l'ACI « Travail ». Ce projet en cours de finition est consacré à l'analyse de la recomposition du cycle de vie sur les 30 dernières années en comparaisons internationales ; l'aspect du travail et du lien travail et hors travail au long du cycle de vie y est plus spécifiquement abordé, notamment du point de vue de l'accumulation de droits sociaux, selon une approche tout à la fois institutionnaliste et longitudinale. Ce travail collectif met en jeu tout à la fois des méthodes de recherche quantitatives que des terrains collectifs destinés à comprendre comment se constituent les catégories d'âge et se construisent les représentations sur les droits sociaux rattachés à chacune d'elles.

Je codirige avec Jacques Le Cacheux (Professeur d'économie à l'Université de Pau et des Pays de l'Adour) le séminaire doctoral « Ages et cycle de vie » de l'IEP de Paris, consistant en l'encadrement d'un projet collectif de six étudiants, dans le but de revenir quinze ans après et de reprendre l'ouvrage *Cycles de vie et générations* (Economica, 1985), dirigé par Denis Kessler et André Masson. Ce projet doit aboutir sur une publication collective alliant travaux de doctorants et contributions de chercheurs confirmés pour faire le point et renouveler les problèmes mis en jeu par les âges et générations. Ces travaux de recherche collective et de direction de travaux vont connaître à l'avenir une amplification grâce à la dotation que l'Institut Universitaire de France dont les premières échéances arriveront en janvier 2004.

Projet d'avenir

Dans leur ensemble, les axes en quelques sorte secondaires de mes recherches connaissent des développements progressifs. Il importe surtout de développer ici le projet situé sur l'axe principal, celui d'une sociologie comparée de la dynamique générationnelle de la structure sociale. Il se centre avant tout sur une extension de la comparaison franco-américaine de mon mémoire d'habilitation, qui s'inscrit dans une recherche plus globale et en cours de développement sur le lien entre régime de *Welfare* et structures sociales. Il s'agit ici de présenter cet ensemble plus large, dont l'habilitation présente dès à présent les principaux linéaments, notamment théoriques et méthodologique, tout en posant les jalons de la comparaison empirique.

Vue d'ensemble

Mon ouvrage *Le destin des générations, structures sociales et cohortes en France au XX^e siècle* (Presses universitaires de France, 1998, 2^e éd. 2002), qui fut l'aboutissement de six années de recherches, a mis en évidence l'impact des fluctuations de l'histoire, des réformes sociales, scolaires et universitaires, et des variations de la conjoncture économique sur les « perspectives de vie » (*Lebenschancen*, pour reprendre l'expression de Max Weber) des nouvelles générations venant à l'âge adulte, et les conséquences de long terme qui peuvent en résulter pour les membres des cohortes démographiques concernées. Cet ouvrage présente les conséquences de long terme de formes favorables — ou non — de socialisation des générations au cours de leur jeunesse, en particulier en relation avec les grandes phases de croissance économique des cycles de Kondratieff, et de leurs conséquences sociales tout au long de la vie des cohortes concernées.

Empiriquement, ce travail met en évidence que les générations nées avant 1920 ont subi un sort défavorable. Les suivantes, nées jusqu'en 1950, qui ont connu les Trente glorieuses au temps de leur jeunesse, ont rencontré un destin collectif inespéré : multiplication des diplômes sans dévalorisation, forte mobilité sociale ascendante, triplement du revenu à l'entrée dans la vie adulte par rapport à leurs parents, salaires et revenus rapidement croissants, meilleure protection sociale, etc. Avec la crise, cette dynamique cesse pour leurs successeurs, arrivés après 1975 à l'âge adulte, qui connaissent tout à la fois un recul relatif en moyenne, et

une croissance des inégalités intra-cohortes, alors que celles-ci n'avaient cessé de régresser pour les générations précédentes (les inégalités intra et inter-générationnelles apparaissant ici comme complémentaires et non substitutives). Cette analyse systématique de la structure sociale à la lumière des clivages cohortaux souligne ainsi l'existence d'une fracture générationnelle objective qui pourrait s'amplifier au début du XXI^e siècle.

Ce travail, qui a été bien diffusé en France et dans les pays francophones, a ouvert un champ d'analyse vaste et laisse envisager de nombreux développements : si ce cas français est maintenant bien cadastré, il convient de montrer que le même type de raisonnement et les mêmes méthodes d'analyses permettent de comprendre la dynamique sociale d'autres pays. Les théories, techniques, méthodes et raisonnements mis au point sur la France peuvent être appliqués systématiquement à d'autres cas nationaux, en Europe et aux Etats-Unis tout particulièrement. Cette confrontation internationale est stratégique. Dès à présent, les travaux d'approche que j'ai déjà réalisés, et qui ont donné lieu à présentation dans différents colloques internationaux ou à publication, me permettent de montrer que les Etats-Unis et différents pays européens ont connu des évolutions similaires dans les processus générationnels sous-jacents, soit de façon parfaitement semblable, soit, aussi, avec un décalage historique intéressant ou selon des modalités qui ne se recouvrent pas parfaitement.

C'est aux prémices de cette extension internationale de mes recherches que je me suis adonné depuis ma nomination comme Maître de conférences à l'IEP de Paris en 1998. Mes travaux d'approche les plus élaborés, qui ont donné lieu notamment à un document de travail présenté au Congrès international de sociologie de Brisbane (Australie), montrent que des éléments de variation générationnelle remarquables ont affecté la structure sociale américaine, allemande et britannique, selon des modalités que l'analyse générationnelle permet de décrire et d'analyser.

Plus généralement, d'autres recherches inédites ou préliminaires tendent à montrer que l'Espagne a connu aussi un ralentissement économique plus tardif, et les Etats-Unis plus précoce, d'où des différences dans les générations marquées par le ralentissement ; l'Europe nordique connaît des variations par générations moins fortes, semble-t-il, que les pays méditerranéens. Autrement dit, la perspective de l'analyse générationnelle s'applique, mais les configurations sociales particulières — notamment du point de vue de la structure des Etats-providence — et les dynamiques historiques spécifiques des différents pays permettent de rendre compte de ces différences. Il apparaît clairement, dès lors, des configurations générationnelles spécifiquement nationales, qui résultent de

l'histoire économique et sociale propre à différents groupes de pays. C'est à l'approfondissement de ces questions, de façon à poursuivre, pour un choix raisonné de pays, le fil du raisonnement élaboré sur la France, que je souhaite maintenant me consacrer.

Ce travail à venir est important. Il devrait permettre d'enrichir considérablement mes enseignements et de mettre à la disposition de mes collègues en France et à l'étranger de nouveaux résultats que j'espère pouvoir présenter dans un avenir assez proche, pour les voir discutés. Désormais, l'accumulation de nombreux travaux et publications que j'ai réalisés sur ce thème de la comparaison internationale de l'analyse générationnelle de la structure sociale montre la richesse de la démarche et l'abondance du corpus empirique disponible. Dès lors, il s'agit de dégager le temps nécessaire de façon à compléter et systématiser ces observations, afin d'en réaliser une synthèse, et pour rendre ces résultats accessibles à la communauté scientifique francophone et internationale. Ce travail exige un investissement intellectuel et temporel particulièrement lourd, qu'un service plein d'enseignement ne me permet de réaliser rapidement, au risque de voir ces idées développées par d'autres équipes, aux Etats-Unis et au Canada britannique notamment. C'est pourquoi j'espère que ce projet retiendra l'attention du jury.

Déroulement du programme

Le programme de recherche que je propose sera développé en trois points. La première partie consiste en une remise à jour et un approfondissement des acquis sur la France. La deuxième consiste en un travail théorique permettant de relier dynamique générationnelle et spécificités des modèles nationaux de répartition des ressources organisée par l'Etat-providence. La troisième est la généralisation à une comparaison internationale des constats élaborés sur la France, fondés sur une confrontation des hypothèses préalables avec les données empiriques disponibles.

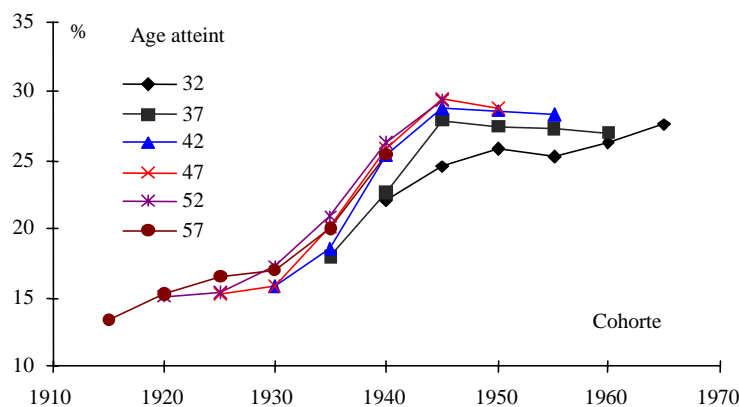
Réexamen des acquis

Approfondissement de la théorie générationnelle du changement social

Il s'agit de redonner une vision systématique des hypothèses du changement social par générations et de rappeler les grandes étapes de son élaboration au long du XX^e siècle : notamment les contributions de Mentré et Mannheim, sur le volet

de la théorie sociale, Ryder et Easterlin pour les aspects empiriques, démographiques et économiques, sans oublier Baudelot et son rôle pionnier en France. En particulier, l'hypothèse forte de la théorie des générations est la durabilité des effets consécutifs à la période de socialisation. Un réexamen de la théorie de la socialisation, et de l'opposition entre socialisations primaire et secondaire sera discutée (Berger et Luckmann). Il s'agira d'introduire la notion de « socialisation transitionnelle » qui se déroule entre la fin de l'école obligatoire et l'installation dans la vie adulte. La question qui émerge de plus en plus dans mes travaux est celles des inégalités entre femmes et hommes où, à l'évidence, des phénomènes intergénérationnels de réduction des inégalités sont à l'œuvre, mais dont la lenteur est extrême — en particulier pour les échelons les plus élevés des hiérarchies scolaires et sociales —, montrant que les modèles de socialisation sont sexués, et que la convergence est loin d'être atteinte. Il s'agira de creuser cette question en analysant et en comparant plus finement les formes différentielles de socialisation, entre genres, entre ethnies et groupes culturels, mais aussi entre enfants de différentes catégories sociales.

**Proportion de cadres et de professions intermédiaires
(diagramme cohortal)**



Source : Enquêtes *Emploi* 1971-2000, INSEE ; archives LASMAS-Quételet

Note : l'entrée précoce dans la catégorie cadres et professions intermédiaires conditionne les étapes ultérieures de la carrière de la cohorte. Sont considérés comme cadres et professions intermédiaires ceux qui exercent effectivement un emploi correspondant à cette catégorie, ou retraités ayant exercé comme dernier emploi une telle profession ; femmes et hommes en part de leur classe d'âge. La « marche d'escalier » de la génération 1935-1945, et la stagnation qui s'ensuit apparaît clairement, la dynamique n'ayant rien de linéaire.

La question, dès lors, est de comprendre comment une variation forte du rythme de la croissance (passage des « Trente glorieuses » 1945-1975 à la « Croissance ralentie » 1975-aujourd'hui) peut être répartie équitablement ou non entre les différentes générations. En définitive, à la suite de ces analyses, il apparaît que, en France, les nouvelles générations connaissent une diffusion croissante des

diplômes, dans un contexte de difficulté croissante à trouver des emplois qualifiés en nombre suffisant, d'où une dévaluation du rendement économique (en termes salariaux) et social (en termes de qualification des postes) des diplômés. La comparaison avec la génération des parents, moins diplômés en moyenne mais ayant connu de meilleures perspectives de carrière, offre une vision peu optimiste du changement social implicitement partagée par les nouvelles générations. Ces évolutions de la structure sociale en termes de catégories sociales soulignent une double évolution pour les cohortes nées après 1955 : d'abord une moyenne moins favorable (l'écart entre le salaire moyen entre les salariés de 30 ans et ceux de 50 ans était de 15 % en 1977 et de 35 % en 1997), ensuite un écart croissant entre le haut et le bas de la structure sociale, avec une polarisation des revenus entre les mieux situés et les populations les plus modestes. D'où le caractère stratégique de l'analyse des dynamiques relatives aux niveaux de revenus et de diplômes, et celle des décalages entre les deux mouvements, pour comprendre les changements de structure sociale.

Présentation synthétique remise à jour de la dynamique générationnelle française

Depuis la seconde édition du *Destin des générations*, de nouvelles données françaises ont été mises à la disposition des universitaires, ce qui constitue l'occasion d'éprouver la robustesse des résultats antérieurs. Par ailleurs, la progressive entrée dans l'âge adulte de la génération née vers 1975 permettra d'évaluer plus précisément les conséquences de la croissance universitaire 1988-1993 et celles des variations de la conjoncture économique des dix dernières années.

Remise à l'épreuve de l'hypothèse de socialisation

Mes premiers travaux se sont développés dans le contexte du ralentissement économique de 1993. Depuis, des réévaluations régulières de mon travail m'ont permis de constater les limites des améliorations du sort des nouvelles générations consécutives à la reprise de 1997-2001. Le nouveau ralentissement qui débute en 2001 sera l'occasion de mettre à l'épreuve l'hypothèse de la durabilité des effets de socialisation issus de l'entrée dans le monde du travail dans des périodes favorables ou défavorables.

Dynamique générationnelle et Etats-providence

Les Etats-providence au centre de la comparaison

En matière de comparaisons, la diversité des systèmes sociaux est une des principales difficultés. Le problème ne relève pas simplement de définitions

nationales différentes ou d'histoires sociales variées donnant lieu à des constructions distinctes ou spécifiques de notions apparemment semblables (le cas d'école en la matière étant celui de la valorisation de la figure des *Cadres* en France, des *Professionals* en monde anglo-saxon, des *Dirrigenti* en Italie, et de l'absence de terme en Allemagne où les *Angestellte*, les « employés », ont polarisé les représentations sociales), d'où des difficultés de comparaisons terme à terme. La principale complexité est plutôt que l'ensemble du système social correspond, dans chaque pays, à des constructions institutionnelles spécifiques. Ce champ d'analyse commun à la sociologie et aux sciences politiques, a connu d'importantes contributions depuis une dizaine d'années, notamment à la suite de l'ouvrage *Les trois mondes de l'Etat-providence* de Gösta Esping-Andersen.

Si en français la notion d'« Etat-providence » tend à réduire le débat aux seuls droits collectifs organisés par les partenaires sociaux et l'Etat, il s'agit de traduire ici la notion anglo-saxonne plus large de « *welfare mix* », à savoir celle de système social complexe de répartition des ressources collectives, notion qui dépasse donc très largement le champ de la seule « Sécurité sociale » au sens étroit du terme. En effet, elle englobe les processus de répartition des femmes et des hommes entre différents emplois et statuts sociaux, elle met en jeu le rôle des différents groupes ethniques dans les systèmes nationaux, elle assigne des situations spécifiques aux groupes immigrés, et aux minorités, etc.

Dès lors, la structure sociale, comprise au sens de résultat des processus mettant en jeu la répartition des ressources collectives entre les individus — notamment en termes d'accès à un revenu, un statut, une position sociale hiérarchique et des moyens qui y correspondent —, met en jeu le fonctionnement de l'« Etat-providence » conçu en ce sens plus large, qui constitue ainsi un lieu d'observation essentiel pour une comparaison internationale.

Discussion de la théorie des Etats-providence

Dans la sociologie comparative internationale contemporaine, la typologie des Etats-providence d'Esping-Andersen est un travail fécond, mais aussi très discuté et souvent controversé. Cette typologie offre une grille de lecture générale des différences de structures sociales, de modèles de décision, et d'organisation politique de la répartition des ressources collectives que sont, notamment, la santé, la retraite, le chômage, la garde des enfants. Trois grands modèles sont ainsi distingués. Les modèles « socio-démocrates » de l'Europe nordique ouvrent des prestations de haut niveau, universelles parce que fondées sur la résidence et la citoyenneté sociale et non sur l'appartenance professionnelle. Les modèles

« libéraux » ou « résiduels » anglo-saxons fonctionnent sur une concurrence des individus face aux marchés, où la protection sociale est une aide minimaliste assurée par l'Etat, échue en dernière instance à ceux qui ne peuvent se fournir dans le cadre des processus économiques classiques. Les modèles « conservateurs » ou « bismarckiens » d'Europe continentale sont fondés en revanche sur l'appartenance à des collectifs de travail et des professions qui ont donné lieu à la création de caisses spécifiques fondées sur la cotisation sociale assurant la protection du travailleur et de ses proches. Depuis, un modèle supplémentaire a été proposé pour caractériser les pays d'Europe méditerranéenne, modèle dit « familialiste » (d'autres disent « clientéliste »), qui repose sur des appartenances spécifiques et la position dans les réseaux d'interconnaissance et de pouvoir. Ces distinctions pourraient être importantes pour les fluctuations sociales par générations.

Modèles d'Etat-providence et dynamique générationnelle

La discussion de ces modèles, qui est une composante de ce projet, sera fondée sur leur histoire générationnelle. En effet, *a priori*, les conséquences pour les différentes générations des accélérations et des ralentissements économiques pourraient être très différenciées selon les modèles. En particulier, mais cet aspect économique n'est pas le seul, la question est de rendre compte des conséquences d'un fléchissement du rythme de la croissance économique en termes de répartition des ressources entre générations : toutes les générations en présence subissent-elles de façon homothétique un ralentissement de la croissance, ou bien des distorsions apparaissent-elles entre les anciennes générations qui continueraient sur leur carrière, et les nouvelles qui pourraient faire office de variable d'ajustement pour connaître ainsi un déclin marqué ? L'aspect propre au revenu pourrait être emblématique, plus généralement, de la dynamique de partage des ressources collectives.

Ici, l'interaction entre redistribution des ressources par générations d'une part, et modèles d'Etat-providence d'autre part, pourrait être cruciale. Le modèle « conservateur » pourrait être propice à la formation d'une forte polarisation entre les générations installées (*insiders*) et celles qui tentent d'entrer dans le monde du travail (*outsiders*). En effet, tant que les nouvelles générations subissent un chômage important, elles ne peuvent avoir voix au chapitre, d'où une probable réduction de leurs droits ; le modèle méditerranéen pourrait pousser à l'extrême ce principe. Le modèle nordique pourrait quant à lui mieux répartir sur le long terme, entre générations, les ressources collectives et les conséquences du ralentissement, les travailleurs d'hier (retraités), d'aujourd'hui (actifs) et de demain (jeunes) étant tous peu ou prou des citoyens représentés dans les instances

de prise de décision. Le modèle libéral, dont la référence au marché est première, devrait logiquement mettre sur un pied d'égalité les différentes cohortes en présence par la concurrence.

Telle est l'idée *a priori* du lien entre modèles d'Etat-providence et dynamique générationnelle comparée. Les travaux d'approche que j'ai réalisés montrent que les réalités sont un peu plus compliquées, pour la raison que l'histoire spécifique des pays peut modifier assez fortement la logique interne des configurations des Etats-providence nationaux, et qu'un paramètre central pourrait être plutôt le degré d'investissement dans l'avenir et dans les nouvelles générations auquel consent une nation au cours de son histoire, en termes de niveau d'éducation d'abord, et de création de nouveaux emplois par la suite.

Comparaison empirique de la dynamique générationnelle

Un choix raisonné de pays, à la lumière de la théorie des Etats-providence

Pour confronter aux faits sociaux ces hypothèses, il s'agit dans un premier temps de se donner un choix raisonné de pays correctement contrastés. En suivant le débat précédent, l'essentiel du travail reposera sur des pays « occidentaux » : Europe de l'ouest du « rideau de fer » de naguère et l'Amérique du nord. L'extension à d'autres pays sera discutée ultérieurement. Parmi l'ensemble de ces pays, il s'agit encore de se réduire à un nombre limité de cas. Ce choix résulte de deux contraintes : la disponibilité des données, et une connaissance élaborée et construite de l'histoire sociale de ces pays.

Il s'agira de suivre les trajectoires générationnelles dans quatre pays principaux représentatifs d'un modèle d'Etat-providence (Suède, Etats-Unis, France, Italie). Il s'agira de tester l'homogénéité de ces modèles en se donnant en contrepoint quatre autres pays (Danemark, Royaume-Uni, Allemagne, Espagne), de façon à valider ou non le fait que des pays correspondant à un même modèle connaissent des trajectoires semblables, et sinon de comprendre pourquoi l'histoire peut influencer sur ces trajectoires sociales. En effet, une des faiblesses du travail de Esping-Andersen est de figer les situations respectives des différents pays à la fin des années soixante-dix du XX^e siècle, alors que l'autonomie et la spécificité de l'histoire des nations pourrait modifier les contours de ces typologies : le choix de deux pays par modèle permet une mise à l'épreuve de la communauté de trajectoires. Ces pays, en contrepoint, permettront de juger de la cohérence des modèles sur la durée.

Analyse comparée des trajectoires générationnelles nationales

J'ai déjà analysé, dans la majorité des pays mentionnés, les fluctuations générationnelles d'un large ensemble d'indicateurs socioéconomiques (croissance scolaire, revenu, catégorie sociale, accès à la consommation, aux médias, etc.). La preuve empirique est dès à présent établie que la plupart de nos voisins ont été confrontés à des difficultés de répartition entre générations des conséquences du ralentissement économique. Il en résulte des non-linéarités par cohortes de naissance dans l'évolution de nombreux indicateurs sociaux. Très généralement, ces fluctuations n'ont guère attiré l'attention des chercheurs à l'étranger, exception faite en particulier de David Card de UC Berkeley, de Thomas Lemieux de University of British Columbia – Canada, et de Jonathan Gershuny, University of Essex.

Le problème pratique de la mise en relation de différents cas nationaux relève notamment des difficultés de comparabilité des sources mais aussi des définitions statistiques. Ces sources de données sont des extraits « anonymisés » de recensements nationaux réalisés à dates régulières, l'équivalent international des *Enquêtes Emploi* françaises réalisées annuellement, complétées par d'autres sources plus légères — parce que comptant moins d'individus et plus complètes sur des aspects tels que la consommation, l'usage de la presse, la participation politique, notamment. Ces sources permettent de décrire assez finement les mutations de nombreux aspects et caractéristiques définissant la position des individus dans le système social. Pour autant, il est difficile de recueillir partout les mêmes informations, même sur des aspects aussi centraux que le niveau scolaire et la catégorie sociale d'appartenance. Il convient dès lors de suivre différentes stratégies de recherche, consistant en général à reprendre à la source les micro-données les plus détaillées des différents pays, ce qui exige parfois l'accès à des bases de données parfois gratuites (Etats-Unis), parfois onéreuses (Italie), parfois encore protégées par des règles complexes de confidentialité (Suède). Pour avoir travaillé depuis près de cinq ans sur le contenu, la disponibilité, la possibilité d'accès, et la comparabilité des données, cet aspect empirique des choses n'est pas le plus complexe, même s'il peut prendre du temps.

Un travail plus compliqué consistera à présenter de façon construite la dynamique sociale de différents pays telle que ces indicateurs peuvent la restituer : on ne peut à la fois organiser l'exposition de la totalité de ces informations et en faire un récit succinct dans un ouvrage susceptible d'être lu même par des spécialistes. Pour autant, ce travail empirique systématique sous sa forme idéale doit être approché le plus possible pour assurer la solidité du discours d'ensemble : les possibilités ouvertes par l'Internet permettent de laisser sur site des annexes non publiées sous

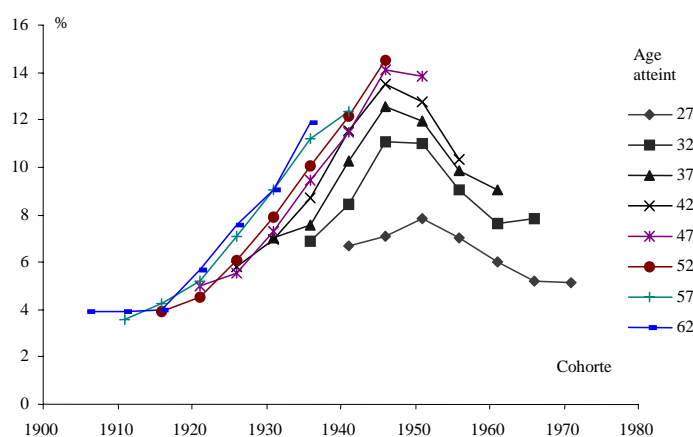
une forme papier, sans empêcher pour autant les collègues de consulter les résultats empiriques détaillés. Ces difficultés ne sont que très relatives, même si elles supposent de dégager un temps important pour en faire réellement le tour.

Synthèse des évolutions nationales et confrontation aux hypothèses

La difficulté véritable du projet relève de l'établissement d'une synthèse de ces évolutions, et de la confrontation de la diversité des réalités empiriques aux hypothèses préalablement établies. Les résultats empiriques disponibles pour répondre à cette question étant encore parcellaires, il est peut-être trop tôt pour présenter ici les démonstrations qui seront progressivement bâties et les questions qui émergeront.

Il demeure que les résultats préliminaires montrent par exemple que les Etats-Unis ont connu, au même titre que la France, des fluctuations générationnelles fortes, alors que le modèle d'Esping-Andersen supposerait que les variations auraient été moindres : c'est oublier que les Etats-Unis ont été dans les années soixante un pays réellement interventionniste, notamment en matière d'éducation, et que les générations nées à partir de 1955 ont subi des restrictions particulièrement marquées dans l'investissement scolaire, avec une réduction d'un tiers de l'accès aux études de troisième cycle.

Pourcentage de titulaires d'un Master's degree (ou plus) aux Etats-Unis (population masculine - diagramme cohortal)



Source : US CPS 1968-1999 cumulative file ; male population; N=1 113 094.

Le Royaume-Uni, en revanche, connaît une dynamique linéaire de croissance des emplois fortement qualifiés — comparable au groupe des « cadres et professions intellectuelles supérieures » en France —, mais à un très faible rythme, sans fracture générationnelle jusqu'aux cohortes nées en 1970 : l'absence de

fluctuation forte dans l'investissement scolaire, une croissance modérée dans l'immédiat après-guerre, et donc un ralentissement économique moins marqué, ont produit cette linéarité. L'élément commun à ces deux pays est la très forte croissance des inégalités économiques, où chaque nouvelle génération est socialisée dans un contexte où l'écart entre le haut et le bas de la pyramide sociale s'est creusé plus profondément que dans tous les autres pays, mais cette similitude ne peut faire passer sous silence le fait que, au sein d'un même modèle d'Etat-providence, les différences de dynamiques peuvent être très marquées. Il existe donc là une marge pour l'interprétation historique qu'il s'agira d'élaborer.

De plus, il s'agit de faire intervenir les autres facteurs de diversité des populations. Selon les systèmes sociaux, les victimes du ralentissement peuvent varier d'une façon plus que marginale : si les jeunes peu qualifiés ont le plus souvent subi les conséquences les plus lourdes du ralentissement, il est possible d'argumenter que l'Allemagne est caractérisée par un progrès de la condition féminine pour les nouvelles générations bien moindre qu'en France et dans les autres pays, que la population noire aux Etats-Unis a vu depuis les générations nées en 1955 se bloquer la dynamique d'ascension sociale, alors que, au contraire, la Suède a connu une meilleure répartition des difficultés entre tous les groupes sociaux.

Ainsi, le constat est dès à présent celui d'une communauté de dynamique d'ensemble (le ralentissement économique a fini par toucher chacun de ces pays, pour produire des distorsions plus ou moins intenses entre générations) et, au même moment, il existe des différences nationales fortes liées aux conditions spécifiques et aux parcours historiques particuliers des pays analysés. Le problème est alors de classer et d'organiser les faits et de construire un raisonnement systématique susceptible d'en rendre compte. Il s'agit alors d'élaborer une théorie de l'impact générationnel des ralentissements et des accélérations économiques sur les conditions d'existence des différentes cohortes selon les formes de l'Etat-providence et des formes nationales spécifiques de prise de décisions de réformes structurelles.

Références bibliographiques des travaux cités

Baudelot C., « Effets d'âge et de génération dans l'évolution du salaire individuel », in D. Kessler et A. Masson (éds.), *Cycles de vie et générations*, Paris, Economica, pp. 10-24, 1985.

Berger P. and T. Luckmann, *The social construction of reality : a treatise in the sociology of knowledge*, Doubleday, Garden City N.Y., 1966.

-
- Card D. and T. Lemieux, « Can Falling Supply Explain the Rising Return to College for Younger Men? A cohort-Based Analysis », *UC Berkeley Center for labor economics Working Paper*, 13, 1999.
- Easterlin R.A., « The American Baby Boom in Historical Perspective », *American Economic Review*, LI:5, pp. 869-911, 1961.
- Esping Andersen G., *The Three Worlds of Welfare Capitalism*, Cambridge, Polity Press, 1990 (traduction française : *Les trois mondes de l'Etat-providence*, Paris, PUF, 1999).
- Esping Andersen G. (ed), *Changing classes. Stratification and mobility in Post-Industrial Societies*, Londres, Sage, 1993.
- Gershuny J., « Beating the odds (2): a new index of intergenerational social mobility », *Iser-Essex working paper*, 2002-18, 2002.
- Mentré F., *Les générations sociales*, Paris, Éd. Bossard, 1920.
- Mannheim K., *Le problème des générations*, Nathan, Paris, 1990 [1928].
- Ryder N.B., 1965, « The Cohort as a Concept in the Study of Social Change », *American Sociological Review*, 30, pp. 843-861.

Curriculum et Liste de publications et travaux

LOUIS CHAUVEL

Marié, 35 ans, 1 enfant

Né le 2 novembre 1967 – Paris XVI^e

Domicile :

7, rue Nicolas Houel – 75005 Paris

Tel. dom. : + 33 1.43.31.34.43.

IEP/OSC :

27, rue Saint-Guillaume – 75007 Paris

Tel. lab. : + 33 1.45.49.54.52

Courriel : chauvel@sciences-po.fr

Site : <http://louis.chauvel.free.fr>

Diplômes, Formations, Concours

- | | |
|------|--|
| 1990 | Diplôme de l'Ecole Nationale de la Statistique et de l'Administration Economique (ENSAE) : Statisticien-Economiste |
| 1991 | Diplôme d'Etudes Approfondies : Sciences Sociales EHESS – ENS (Paris). |
| 1997 | Doctorat de Sociologie. Université de Lille 1 (USTL).
Très honorable avec félicitations du jury à l'unanimité (Christian Baudelot, Alexis Ferrand, Michel Forsé (dir.), Yves Grafmeyer, François Héran) |
| 1998 | Concours CNRS CR2 commission 36 : reçu 3 ^e (sur 5 postes à pourvoir)
Renoncement au poste CNRS car élu Maître de conférences des Universités à l'Institut d'Etudes Politiques (IEP) de Paris |

Fonctions

- 1- Maître de conférences des Universités à l'Institut d'Etudes Politiques (IEP) de Paris depuis 1998
- 2- Membre associé à l'Observatoire Sociologique du Changement (OSC FNSP/CNRS) depuis 1994 puis membre (depuis 1998)
- 3- Chargé d'études (1992-1998) puis chercheur associé (depuis 1998) à l'Observatoire Français des Conjonctures économiques
- 4- Membre de l'Institut Universitaire de France (IUF) pour cinq ans 2003-2008

Réseaux, comités, responsabilités

- Membre du Comité de Recherche 28 « Mobilité et stratification sociale » et 47 « Classes sociales et mouvements sociaux » de l'Association internationale de sociologie.
- Membre du projet « Travail, Temps, Trajectoires et Transitions », d'analyse de la recomposition du cycle de vie. Projet 2001-2003 financé par le ministère de la recherche, associant Paris V et EHESS (Anne-Marie Guillemard), ENS et CEE (Jérôme Gautié) ainsi que Sciences-Po (Louis Chauvel), sur les transformations des temps de la vie.
- Membre du réseau de l'International Social Survey Program (ISSP).
- Participation aux projets Eureporting et Euromodule de comparaison européenne d'indicateurs sociaux.
- Participation à l'Université de tous les savoirs (UTLS) de la mission 2000 en France et intervention sur « Les rapports entre les générations » (14 mai 2000)
- Membre de la commission « Sciences humaines et sociales » du Conseil National du Livre (CNL).
- Membre du GEPS (Groupe d'experts des programmes du secondaire) en charge de la modification des programmes des Sciences économiques et sociales de seconde, première et terminale de l'enseignement secondaire, présidée par le Pr. Jean-Luc Gaffard.
- Coordinateur du réseau « classes, inégalités, fragmentations » de l'Association Française de Sociologie (AFS).
- Trésorier de l'Association Française de Sociologie.
- Membre rang B de la CNU 19.

Publications

- [1]. Chauvel L., 1993a, « Valeurs dans la Communauté européenne : l'érosion des extrémismes », *Revue de l'OFCE*, n°43, pp. 93-134.
- [2]. Chauvel L., 1993b, « Nouvelles dynamiques démographiques », dans L. Dirn, « Tendances de la Société Française », *Revue de l'OFCE*, n°44, pp. 218-229.
- [3]. Forsé M. et Chauvel L., 1993c, « Force comparées des statuts sociaux hérités et acquis (évolution de l'Homogamie en France) », dans L. Dirn, « Tendances de la Société Française », *Revue de l'OFCE*, n°46, pp. 275-281.

-
- [4]. Chauvel L., 1994a, « La mobilité des retraités dans les régions », dans L. Dirn, « Tendances de la Société Française », *Revue de l'OFCE*, n°48, pp. 158-167.
- [5]. Chauvel L., 1994b, « La désertification du territoire, 1954-1990 », *Revue de l'OFCE*, n°51, pp. 89-121.
- [6]. Chauvel L., 1994c, « La double dérive de l'électeur », dans L. Dirn, « Tendances de la Société Française », *Revue de l'OFCE*, n°49, pp. 236-243.
- [7]. Chauvel L., 1994d, « Répartition des revenus, catégories socioprofessionnelles et stratification sociale », dans L. Dirn, « Tendances de la Société Française », *Revue de l'OFCE*, n°50, pp. 130-139.
- [8]. Chauvel L., 1995a, « La peur de l'informatique », pp. 147-162, dans H. Mendras et C. Freeman, *Le paradigme informatique*, Paris, Descartes & Cie.
- [9]. Chauvel L., 1995b, « La religion des sans-religions », dans L. Dirn, « Tendances de la Société Française », *Revue de l'OFCE*, n°53, pp. 260-267.
- [10]. Chauvel L., 1995c, « Valeurs régionales et valeurs nationales en Europe », *Futuribles*, 200, pp. 167-200.
- [11]. Chauvel L., 1995d, « Sur les strobiloïdes, courbes de répartition du revenu : jalons pour une analyse internationale et diachronique des inégalités économiques », *Document de travail OFCE*, n°95-03.
- [12]. Chauvel L., 1995e, « Inégalités singulières et plurielles : l'évolution de la courbe de répartition des revenus », *Revue de l'OFCE*, n°55, pp. 211-240.
- [13]. Chauvel L., 1995f, « L'élévation de l'âge de fin d'études depuis trente ans », dans L. Dirn, « Tendances de la Société Française », *Revue de l'OFCE*, n°54, pp. 152-157.
- [14]. Chauvel L., 1995g, « La « domestication » de l'informatique », dans L. Dirn, « Tendances de la Société Française », *Revue de l'OFCE*, n°54, pp. 170-173.
- [15]. Chauvel L. et J.-P. Fitoussi, 1995h, « Pareto and Pantaleoni : Parallel lives and secant lives », *Rivista di Politica Economica*, LXXXV (marzo), pp. 155-176.
- [16]. Forsé M. et L. Chauvel, 1995i, « L'évolution de l'homogamie en France », *Revue française de sociologie*, XXXVI, pp. 123-142.
- [17]. Chauvel L., 1996a, « Modes de vie, en ville et à la campagne », pp. 81-90, dans Pumain D. et F. Godard, *Données urbaines*, Paris, Anthropos.
- [18]. Chauvel L., 1996b, « L'extension du chômage et l'incertitude des familles », dans L. Dirn, « Tendances de la Société Française », *Revue de l'OFCE*, n°56, pp. 122-127.
- [19]. Chauvel L., 1996c, « L'évolution de la courbe d'ancienneté des salariés », dans L. Dirn, « Tendances de la Société Française », *Revue de l'OFCE*, n°56, pp. 134-140.
- [20]. Chauvel L., 1996d, « L'évolution de la structure sociale : des Trente glorieuses à la croissance ralentie », dans L. Dirn, « Tendances de la Société Française », *Revue de l'OFCE*, n°57, pp. 186-192.

-
- [21]. Chauvel L., 1996e, « La frontière entre jeunesse et âge adulte s'estompe », dans L. Dirn, « Tendances de la Société Française », *Revue de l'OFCE*, n°58, pp. 178-188.
- [22]. Chauvel L., 1997a, « La croissance des inégalités économiques », dans L. Dirn, « Tendances de la Société Française », *Revue de l'OFCE*, n°60, pp. 100-104.
- [23]. Chauvel L., 1997b, « Ralentissement économique et suicide », dans L. Dirn, « Tendances de la Société Française », *Revue de l'OFCE*, n°60, pp. 79-85.
- [24]. Chauvel L., 1997c, « La croissance des inégalités économiques », pp. 99-104, dans OFCE, *L'économie française 1997*, Paris, La découverte.
- [25]. Chauvel L., 1997d, « Les inégalités au fil du temps : 1954-1994 », dans L. Dirn, « Tendances de la Société Française », *Revue de l'OFCE*, n°61, pp. 201-207.
- [26]. Chauvel L., 1997f, « Cadres et générations », dans L. Dirn, « Tendances de la Société Française », *Revue de l'OFCE*, n°62, pp. 207-216.
- [27]. Chauvel L., 1997e, « L'uniformisation du taux de suicide masculin selon l'âge : effet de génération ou recomposition du cycle de vie ? », *Revue française de sociologie*, XXXVIII-4, pp. 681-734.
- [28]. Chauvel L., 1997g, *Evolution du système de stratification sociale et succession des cohortes : grandeur et décadence des générations dans la société française des Trente glorieuses à nos jours*, Thèse de doctorat en Sociologie, Lille I (USTL).
- [29]. Chauvel L., 1998a, « Les progrès inégaux du logement », dans L. Dirn, « Tendances de la Société Française », *Revue de l'OFCE*, n°65, pp. 345-356.
- Juin 1998 : 12 chapitres dans le collectif : L. Dirn (ed.), *La société française en tendances, 1975-1995 : deux décennies de changement*, Paris, PUF :
- [30]. Chauvel L., 1998b1, « Allongement de la période d'entrée dans la vie adulte », pp. 35-42, dans L. Dirn (ed.), *La société française en tendances, 1975-1995 : deux décennies de changement*, Paris, PUF.
- [31]. Chauvel L., 1998b2, « Rôle économique et social accru du troisième âge », pp.43-49, dans L. Dirn (ed.), *La société française en tendances, 1975-1995 : deux décennies de changement*, Paris, PUF.
- [32]. Chauvel L., 1998b3, « Développement de l'emploi féminin », pp.51-57. (avec Laurent Mucchielli), dans L. Dirn (ed.), *La société française en tendances, 1975-1995 : deux décennies de changement*, Paris, PUF.
- [33]. Chauvel L., 1998b4, « Ralentissement de la croissance des catégories professionnelles et expansion des catégories supérieures », pp.79-86, dans L. Dirn (ed.), *La société française en tendances, 1975-1995 : deux décennies de changement*, Paris, PUF.
- [34]. Chauvel L., 1998b5, « Accélération de la mobilité sociale structurelle et stabilité de la fluidité », pp.95-99, dans L. Dirn (ed.), *La société française en tendances, 1975-1995 : deux décennies de changement*, Paris, PUF.
- [35]. Chauvel L., 1998b6, « Augmentation des inégalités de revenu et ralentissement de la croissance du pouvoir d'achat », pp.101-110, dans L. Dirn (ed.), *La société française en tendances, 1975-1995 : deux décennies de changement*, Paris, PUF.

-
- [36]. Chauvel L., 1998b7, « Décélération de la croissance de la consommation », pp.111-123, dans L. Dirn (ed.), *La société française en tendances, 1975-1995 : deux décennies de changement*, Paris, PUF.
- [37]. Chauvel L., 1998b8, « Ralentissement de la diffusion du patrimoine et concentration de la richesse », pp.125-135, dans L. Dirn (ed.), *La société française en tendances, 1975-1995 : deux décennies de changement*, Paris, PUF.
- [38]. Chauvel L., 1998b9, « Croissance continue du chômage », pp.137-145, dans L. Dirn (ed.), *La société française en tendances, 1975-1995 : deux décennies de changement*, Paris, PUF.
- [39]. Chauvel L., 1998b10, « Informatisation du travail et du loisir », pp.339-345, dans L. Dirn (ed.), *La société française en tendances, 1975-1995 : deux décennies de changement*, Paris, PUF.
- [40]. Chauvel L., 1998b11, « Baisse de la pratique religieuse et diversification des formes d'affiliation », pp.353-358, dans L. Dirn (ed.), *La société française en tendances, 1975-1995 : deux décennies de changement*, Paris, PUF.
- [41]. Chauvel L., 1998b12, « Croissance de la permissivité », pp.401-407, dans L. Dirn (ed.), *La société française en tendances, 1975-1995 : deux décennies de changement*, Paris, PUF.
- [42]. Chauvel L., 1998c, « La seconde explosion scolaire : diffusion des diplômes, structure sociale et valeur des titres », *Revue de l'OFCE*, n°66, pp. 5-36.
- [43]. Chauvel L., 1998d, « Le patrimoine des français », *Futuribles*, n°233, pp. 73-80.
- [44]. Chauvel L., 1998e, « Niveau d'éducation en Europe : le rattrapage français », in INSEE, *France, portrait social 1998-1999*, INSEE, Paris, pp. 109-121.
- [45]. Chauvel L., 1998f, *Le destin des générations, structure sociale et cohortes en France au XX^e siècle*, PUF, Paris.
- [46]. Chauvel L., 1998g, « Clivages politiques, culturels et religieux dans les Régions européennes », pp. 231-249, dans P. Bréchon et B. Cautrès (dir.), *Les enquêtes Eurobaromètres : Analyse comparée des données socio-politiques*, L'harmattan, Paris.
- [47]. Chauvel L., 1999a, « Du pain et des vacances : la consommation des catégories socioprofessionnelles s'homogénéise-t-elle (encore) ? », *Revue française de sociologie*, LX, pp.79-96.
- [48]. Chauvel L., 1999b, « Les Européens et l'information », *Revue de l'OFCE*, n°69, pp.277-285.
- [49]. Chauvel L., 1999c, « Groupes sociaux et stratification sociale », *Cahiers français*, n°291, pp.27-33.
- [50]. Chauvel L., 1999d, « Intégration des jeunes et avenir du travail », *Sociétal*, n°25, pp.29-34.
- [51]. Chauvel L., 1999e, « Reproduction de la reproduction scolaire », *Mouvements*, n°5, pp.10-19.
- [52]. Chauvel L., 1999f, « Générations et changement social », pp. 470-475, dans P. Combemale et G. Piriou, *Sciences économiques et sociales, Nouveau manuel*, Paris, La Découverte.

-
- [53]. Chauvel L., 1999g, « Classes et générations : l'insuffisance des hypothèses de la théorie de la fin des classes sociales », *Actuel Marx*, n°26, pp. 37-52.
- [54]. Chauvel L., 1999h, « Existe-t-il une structure sociale européenne ? », *Revue de l'OFCE*, 71, pp. 283-298.
- [55]. Chauvel L., 2000a, « Elargissement ou approfondissement : les dynamiques contradictoires des opinions européennes », pp. 71-84, dans B. Cautrès et D. Reynié (dir.), *L'opinion européenne 2000*, Presses de Sciences Po, Paris.
- [56]. Chauvel L., 2000b, « Entre les riches et les pauvres : les classes moyennes », pp. 71-84, dans C. Daniel et C. Le Clainche (dir.), *Mesurer les inégalités. De la construction d'indicateurs aux débats sur les interprétations*, Ministère de l'Emploi et de la solidarité, Paris.
- [57]. Chauvel L., 2000c, « Solidarité intergénérationnelle : deux circuits déséquilibrés », dans F. Charpentier, *Encyclopédie de la protection sociale*, Liaisons sociales, Paris.
- [58]. Chauvel L., 2000d, « Une génération après 1968 », *Informations sociales*, n°84, pp. 150-161.
- [59]. Chauvel L., 2000e, « Valorisation et dévalorisation sociale des titres : une comparaison France – Etats-Unis », pp. 341-352, in A. van Zanten (dir.), *L'état de l'école*, La Découverte, Paris.
- [60]. Chauvel L., 2000f, « Les rapports entre les générations », pp. 525-535, in Y. Michaud (dir.), *Université de tous les savoirs (UTLS). Qu'est-ce que la société ?*, Odile Jacob, Paris.
- [61]. Chauvel L., 2001a, « Un nouvel âge de la société américaine ? Dynamiques et perspectives de la structure sociale aux Etats-Unis (1950-2000) », *Revue de l'OFCE*, n°76, pp.7-51.
- [62]. Chauvel L., 2001b, « Contextes de socialisation des jeunes au travail et en famille : les mutations des modèles d'entrée dans la vie », in Gilles Jeannot et Pierre Veltz (dir.), *Actes du colloque de Cerisy : Le travail, de l'entreprise à la cité*, Editions de l'Aube, La Tour d'Aigues, pp. 97-108.
- [63]. Chauvel L., 2001c, « La responsabilité des générations », *Projet*, n°266, pp. 14-22.
- [64]. Chauvel L., 2001d, « Le retour des classes sociales ? », *Revue de l'OFCE*, n°79, pp. 315-359.
- [65]. Chauvel L., 2002a, « Educational Inequalities: Distribution of Knowledge, Social Origins and Social Outcomes », in Y. Lemel and H.H. Noll. (dir.), *Changing Structures of Inequality: A Comparative Perspective*, Montreal, McGill, pp.219-249.
- [66]. Chauvel L., 2002b, « Pouvons-nous encore parler de classes sociales ? », *Revue politique et parlementaire*, n°1017-1018, pp.147-154.
- [67]. Chauvel L., 2002c, *Le destin des générations, structure sociale et cohortes en France au XX^e siècle*, PUF, Paris [2e éd. mise à jour, avec nouvel avant-propos pp.xiii-xxxiii].
- [68]. Chauvel L., A. Chenu, M. Oberti, E. Préteceille, 2002d, « Enjeux et usages des catégories socioprofessionnelles : traditions nationales, comparaisons internationales et standardisation européenne », *Sociétés contemporaines*, n°45-46, pp.1-29.
- [69]. Chauvel L., 2003a, « Les transformations de la structure sociale - La dynamique de la stratification sociale », in P. Combemale et J.P. Piriou

-
- (dir.), .), *Sciences économiques et sociales : Nouveau manuel*, 3^e édition, La Découverte, Paris, pp.250-262.
- [70]. Chauvel L. et V. Tiberj, 2003b (à paraître), « Inégalités socioéconomiques et fractures politiques », *Cahiers français.*, n°314, Mai - Juin, pp.33-38.
- [71]. Chauvel L., 2003c, « Political Aspects of the Euro Implementation », in A.P. Komninos and V. Louis (dir.), *The Euro: Law, Politics, Economics*, The British institute of international and comparative law, London, pp.81-95.
- [72]. Chauvel L., 2003d (à paraître), « Les classes sociales entre objectivité et subjectivité : une dynamique paradoxale », *Comprendre*, Numéro 4 : Les inégalités – hiver 2003.
- [73]. Chauvel L., 2003e (à paraître), « A New French Society?: The Debate on Social Change », in F. Royall (dir.), *Contemporary Cultures and Societies of the French-speaking World: an Interdisciplinary Assessment*, Ed. Peter Lang.
- [74]. Chauvel L., 2003f (à paraître), « Are social classes still dead? A French paradox in class dynamics », in G. Therborn (dir.), *Processes of Inequality and Exclusion*, Ed. Verso, London.
- [75]. Chauvel L., 2003g (à paraître), « Démoyennisation, restratification et dynamique des classes sociales », in P. Bouffartigue (dir.), *Inégalités et classes sociales en France*.

Résumé de dix principales publications

- 1- Chauvel L., 1995e, « Inégalités singulières et plurielles : l'évolution de la courbe de répartition des revenus », *Revue de l'OFCE*, n°55, pp. 211-240.
- 2- Chauvel L., 1997e, « L'uniformisation du taux de suicide masculin selon l'âge : Effet de génération ou recomposition du cycle de vie ? », *Revue française de sociologie*, XXXVIII-4, pp. 681-734.
- 3- Chauvel L., 1998c, « La seconde explosion scolaire : diffusion des diplômes, structure sociale et valeur des titres », *Revue de l'OFCE*, n°66, pp. 5-36.
- 4- Chauvel L., 1999, « Du pain et des vacances : la consommation des catégories socioprofessionnelles s'homogénéise-t-elle (encore) ? », *Revue française de sociologie*, LX, pp.79-96.
- 5- Chauvel L., 2000e, « Valorisation et dévalorisation sociale des titres : une comparaison France – Etats-Unis », pp. 341-352, in A. van Zanten (dir.), 2000, *L'état de l'école*, La Découverte, Paris.
- 6- Chauvel L., 2001a, « Un nouvel âge de la société américaine ? Dynamiques et perspectives de la structure sociale aux Etats-Unis (1950-2000) », *Revue de l'OFCE*, n°76, pp.7-51.

7- Chauvel L., 2001b, « Contextes de socialisation des jeunes au travail et en famille : les mutations des modèles d'entrée dans la vie », pp. 97-108, in Gilles Jeannot et Pierre Veltz (dir.), *Actes du colloque de Cerisy : Le travail, de l'entreprise à la cité*, Editions de l'Aube, La Tour d'Aigues.

8- Chauvel L., 2001d, « Le retour des classes sociales ? », *Revue de l'OFCE*, n°79, pp. 315-359.

9- Chauvel L., 2002a, « Educational Inequalities: Distribution of Knowledge, Social Origins and Social Outcomes », in Y. Lemel and H.H. Noll. (dir.), *Changing Structures of Inequality: A Comparative Perspective*, Montreal, McGill.

10- Chauvel L., 2002c, *Le destin des générations, structure sociale et cohortes en France au XXe siècle*, PUF, Paris [2e éd. mise à jour, avec nouvel avant-propos pp.xiii-xxxiii].

Chauvel L., 1995e, « Inégalités singulières et plurielles : l'évolution de la courbe de répartition des revenus », *Revue de l'OFCE*, n°55, pp. 211-240.

« Inégalités » est un mot que l'on a longtemps écrit au pluriel et pensé au singulier. Si les travaux récents soulignent de plus en plus souvent la multidimensionnalité du phénomène inégalitaire, l'idée que nous avons des inégalités, et surtout des inégalités économiques, est souvent dichotomique. Le modèle mental spontané est fait, la plupart du temps, de deux mondes possibles entre lesquels nous devrions faire un choix plus ou moins nuancé : d'une part, un monde d'égalité où le sort de chacun serait semblable et moyen, et, d'autre part, un monde d'inégalité, fait de la polarisation, de la scission, voire de l'affrontement, d'une classe de riches très riches, et d'une classe de pauvres très pauvres.

Vraisemblablement, la réalité des inégalités économiques est bien plus complexe que ne le suggère cette vue de l'esprit, même si nous restons, un siècle après Pareto, Lorenz et Gini, à la recherche d'un ou du bon indicateur d'inégalité : bien que l'échelle du revenu soit unidimensionnelle, la répartition de ce revenu pose des problèmes multidimensionnels, ce qui apparaît dans la comparaison de différents pays occidentaux. Ce paradoxe vient de ce que le jeu de la répartition n'est pas nécessairement le partage d'un gâteau entre deux classes seulement de la population (les riches contre les pauvres), mais un équilibre tripolaire, puisque les classes moyennes viennent nécessairement brouiller le jeu dichotomique en

prélevant leur part, plus ou moins importante. Ce partage en trois catégories peut conduire à des formes extrêmement différentes de la courbe de répartition du revenu.

Aussi proposons-nous ici une méthode différente des approches traditionnelles. Elle est fondée sur la combinaison de trois mesures complémentaires d'inégalité, concernant respectivement les revenus modestes, moyens et gros. Ces trois indicateurs sont associés à une représentation graphique, le strobiloïde (du grec *strobilos*, toupie), qui permet d'objectiver la pyramide sociale, laquelle présente plutôt la forme d'une toupie. Cette représentation permet de comparer les différents systèmes nationaux de répartition et d'en suivre les déformations progressives.

Nos analyses rejoignent, pour la plupart des pays occidentaux, l'hypothèse souvent formulée de rétrécissement de la classe moyenne (*shrinking middle class*), mais cette implosion de la classe moyenne connaît une intensité fort différente selon les pays, et peut avoir des conséquences différentes sur les populations les plus pauvres ; il peut en résulter une aggravation de la pauvreté, mais, au contraire, la mise en œuvre de filets de sécurité et de minimums plus généreux peut conduire au maintien de la condition des plus démunis voire à son amélioration relative.

Ce paradoxe, incompréhensible lorsque l'on manipule un indicateur global d'inégalité tel que le coefficient de Gini, peut trouver ici une solution. Par ailleurs, la courbe proposée permet de simuler l'impact que pourrait avoir l'alignement de la courbe de répartition française sur différents modèles étrangers, ce qui permet de repérer les gains et pertes des différents niveaux de revenus.

Au vu de tels résultats, il apparaît que les pays étudiés sont caractérisés par des formes extrêmement différentes de la répartition. Ce constat permet ainsi de réfuter l'idée séculaire de Vilfredo Pareto (1896-1897) selon laquelle il existerait une seule forme, universelle, de la répartition du revenu. Les particularismes que nous mesurons montrent combien, au contraire, le revenu se répartit de façon spécifique et variable selon les expériences nationales et les choix explicites ou implicites réalisés par les sociétés, les acteurs et les configurations institutionnelles nationales : moins déterministe qu'il n'y paraît, la courbe de répartition du revenu montre l'importance de degrés de liberté dont nous n'avons que rarement conscience. Ces inégalités économiques ne sont donc en rien une « donnée », et moins encore le résultat d'une « loi » universelle répondant à une contrainte positive, mais sont le résultat d'interférences complexes entre les situations économiques, les processus institutionnels de protection, et les

conceptions, purement normatives et propres à chaque pays, de ce à quoi peut prétendre le citoyen : elles sont les conséquences des normes sociales en vigueur.

Chauvel L., 1997e, « L'uniformisation du taux de suicide masculin selon l'âge : Effet de génération ou recomposition du cycle de vie ? », *Revue française de sociologie*, XXXVIII-4, pp. 681-734.

En France, le profil du taux de suicide masculin selon l'âge a connu de profonds changements au cours des 25 dernières années. Naguère, le taux croissait très régulièrement avec l'âge. Maintenant les taux selon l'âge se sont uniformisés ; les moins de 40 ans d'aujourd'hui ont en effet connu une croissance de leur taux de suicide, et les 50 à 70 ans, une baisse. Deux modèles statistiques concurrents proposent une lecture de cette évolution. Le premier, classique, tente de séparer les effets d'âge, de génération et de période ; il mène à la conclusion que certaines générations sont plus suicidaires que d'autres. Le second suppose que l'effet majeur est la recomposition du cycle de vie (effet d'interaction entre âge et période), c'est-à-dire le fait que l'âge, la jeunesse et la vieillesse, ne veulent pas dire la même chose, du point de vue du suicide, en 1950 et en 1995. L'étude est élargie au cas des Etats-Unis et, de façon plus succincte, à quinze pays. En définitive, comme les deux modèles s'ajustent bien aux données, seule l'analyse proprement sociologique du problème, par une mise en relation de faits provenant de champs sociaux distincts, permet de trancher en faveur de la redistribution du statut social selon les âges de la vie en une période de ralentissement de la croissance économique.

Chauvel L., 1998c, « La seconde explosion scolaire : diffusion des diplômes, structure sociale et valeur des titres », *Revue de l'OFCE*, n°66, pp. 5-36.

Le niveau d'éducation a connu une élévation considérable depuis 50 ans : l'âge moyen de fin d'études est passé de 13 ans et demi en 1948 à 18 ans et demi aujourd'hui. En réalité, la croissance scolaire moyenne de la population active dissimule deux explosions scolaires successives. De la première ont bénéficié ceux nés entre 1937 et 1948 environ (scolarisés pour l'essentiel à la fin des années cinquante et dans les années soixante pour ceux qui firent des études supérieures). De la seconde croissance scolaire ont bénéficié ceux venus au monde après 1968, qui connaissent aujourd'hui une seconde explosion, dont on ne peut savoir pour

l'instant jusqu'où elle ira : l'âge médian de fin d'études des nouveaux sortants de 1997 est de 22 ans, alors qu'il n'était que de 19 ans voilà dix ans.

Aussi le mouvement de croissance des diplômés est-il convulsif, et non régulier, ce qui implique des perturbations importantes et des difficultés à établir une correspondance entre la hiérarchie des titres scolaires et celle des professions, d'autant que, d'année en année, le haut et le bas de la pyramide des niveaux de scolarité varient de façon inégale. Apparemment, cette seconde explosion scolaire risque d'avoir pour conséquence une dévalorisation importante des titres de premiers cycles universitaires pour les cohortes nées à partir de 1970. Il est difficile encore d'en évaluer l'ampleur : l'explosion se prolonge et les cohortes qui la connaissent aujourd'hui sont loin d'être toutes entrées dans le monde du travail.

Chauvel L., 1999, « Du pain et des vacances : la consommation des catégories socioprofessionnelles s'homogénéise-t-elle (encore) ? », *Revue française de sociologie*, LX, pp.79-96.

Cet article évalue l'hypothèse du rapprochement des modes de consommation des différentes catégories socioprofessionnelles. Selon les auteurs les plus radicaux, il n'y aurait plus de différence dans les structures des dépenses des cadres et des ouvriers. Une analyse discriminante portant sur les enquêtes de Budget des ménages 1985 et 1995 montre que les cadres et les ouvriers conservent des structures budgétaires distinctes et qu'il n'y a pas de changement significatif en dix ans. La hiérarchie de l'ensemble des catégories socioprofessionnelles que permet de construire la méthode d'analyse discriminante mise en œuvre dans ce travail est stable dans le temps. En outre, l'activité de la conjointe, qui aurait pu produire un brouillage des frontières sociales, a des effets empiriques contradictoires : l'hétérogamie des couples rapproche les cadres des ouvriers mais l'homogamie les éloigne ; au total, l'effet global est nul. Une étude sur le long terme aurait peut-être permis de repérer des changements plus importants, mais, sur les dix dernières années, les catégories socioprofessionnelles apparaissent comme un outil descriptif stable et efficace.

Chauvel L., 2000e, « Valorisation et dévalorisation sociale des titres : une comparaison France – Etats-Unis », pp. 341-352, in A. van Zanten (dir.), 2000, *L'état de l'école*, La Découverte, Paris.

La comparaison France – Etats-Unis de la valorisation sociale des titres scolaires (la probabilité, pour le titulaire d'un diplôme donné d'accéder aux positions les plus prisées), montre que, d'une façon générale, la croissance scolaire a pour conséquence la dévalorisation intercohorte des titres : le malthusianisme scolaire semblerait être le garant de la stabilité de la valeur. Ainsi, en France, la croissance du nombre des diplômés dans un contexte de stagnation générationnelle de la part de l'emploi qualifié implique directement le déclin de la valeur. Aux Etats-Unis, la cessation de l'expansion des diplômés va de pair avec la stabilité de la valeur des titres. Néanmoins, cette observation ne prend pas en compte le fait que, en période d'expansion des emplois qualifiés (dont ont bénéficié les cohortes nées jusqu'au début des années cinquante), les titres scolaires peuvent se diffuser sans remise en cause de leur valeur.

Cette comparaison mesure également le retard français quant à la proportion des diplômés du supérieur long. On pourrait argumenter qu'une politique scolaire et universitaire malthusienne conduisant à ce retard présenterait l'avantage, pour les diplômés, d'en tirer un bon rendement. Il semble en définitive que le maintien au long terme de cette politique d'expansion, en France, est souhaitable, de façon à ne pas marginaliser les acquis académiques de la population par rapport aux pays nordiques et aux Etats-Unis, même si c'est au risque de voir une poursuite de la dévalorisation sociale des titres scolaires. C'est un risque devant lequel il n'existe pas d'alternative, sauf à espérer une reprise particulièrement forte de la croissance des emplois qualifiés, comme ce fut le cas dans les années soixante et soixante-dix.

Néanmoins, il faut remarquer que la valeur intracohorte des titres universitaires longs s'est élevée par rapport aux titres intermédiaires pour les générations récentes : si les bacheliers et les diplômés du supérieur court voient décliner leurs chances d'accès aux emplois qualifiés, alors que celles des titulaires du supérieur long restent stable, c'est que la valeur relative, au sein des nouvelles générations, du supérieur long s'est accrue par rapport aux titres intermédiaires. Si les titres valent moins, par rapport à ceux des générations précédentes, les diplômes les plus élevés valent plus, par rapport au sort des simples bacheliers.

Chauvel L., 2001a, « Un nouvel âge de la société américaine ? Dynamiques et perspectives de la structure sociale aux Etats-Unis (1950-2000) », *Revue de l'OFCE*, n°76, pp.7-51.

La structure sociale américaine des cinquante dernières années a été marquée par un grand retournement : la tendance d'édification de l'État-providence et d'égalisation qui a caractérisé la période 1950-1970, se renverse à partir de cette date. Depuis trente ans, et sans rupture depuis la reprise de 1992, les fruits de la croissance économique bénéficient à une fine élite sociale, les classes moyennes sont clairement écartelées entre une partie promise à l'enrichissement et une autre qui se paupérise, et les catégories modestes sont économiquement marginalisées. Le descriptif de ces évolutions macrosociales — qui doit prendre en compte aussi les tendances générationnelles — montre bien qu'il ne s'agit pas là de l'émergence d'une structure sociale « New Age », mais bien de la « restratification » du système social étasunien, notamment par le développement d'une nouvelle hiérarchie fondée simultanément sur le diplôme, le revenu et le patrimoine. De cette façon, l'Europe continentale et les États-Unis divergent peu à peu dans leurs structures, la première maintenant un système relativement égalitaire et les seconds retrouvant des inégalités économiques similaires à celles du début du XX^e siècle.

Chauvel L., 2001b, « Contextes de socialisation des jeunes au travail et en famille : les mutations des modèles d'entrée dans la vie », pp. 97-108, in Gilles Jeannot et Pierre Veltz (dir.), *Actes du colloque de Cerisy : Le travail, de l'entreprise à la cité*, Editions de l'Aube, La Tour d'Aigues.

Cet article interroge la notion de « socialisation des jeunes » en reposant les enjeux de chaque terme du syntagme. Pédagogiquement, l'ancienne dichotomie opposant « socialisation primaire » et « socialisation secondaire » est adaptée, dans la mesure où elle présente deux idéaux-types repérables : d'une part la socialisation dans le cadre scolaire et familial, pendant l'enfance et l'adolescence, et d'autre part celle au long de la vie, dans l'entreprise, le couple ou la cité. Néanmoins, cette opposition pose de plus en plus de difficultés, aujourd'hui. La frontière entre les deux âges de la vie que l'on distinguait clairement ne tient plus vraiment. L'état devient processus et la transition se fait stable. Nos vieilles dichotomies « jeune / adulte », « transitoire / durable », « processus / état », ainsi que toutes celles qui s'en inspirent, pourraient poser des difficultés croissantes. L'ignorer serait passer à côté des évolutions macrosociales les plus marquantes des deux dernières décennies, c'est-à-dire depuis que le ralentissement économique est devenu l'horizon social des jeunes entrants dans le monde du

travail. Autrement dit, il faut insister ici sur le fait que la « socialisation des jeunes » est une notion posant de plus en plus de difficultés pour la raison que l'« état d'adulte » pose lui aussi de plus en plus de problèmes de définition.

L'impact de long terme des difficultés subies dès leur entrée dans la vie par les jeunes des classes populaires reste difficile à évaluer, mais parmi les anciens jeunes de la fin des années soixante-dix maintenant en milieu de carrière, et qui constituent l'avant-garde des générations de la crise, les séquelles de leur entrée ratée dans le monde du travail sont largement repérables : salaires moindres, risques de chômage maintenus à des niveaux que les générations précédentes n'avaient jamais connus en milieu de carrière, signes nombreux de fragmentation familiale et d'anomie, manques importants d'annuités de cotisations pour espérer parvenir à une retraite complète à 60 ans, etc. De ces différentes formes générationnelles de socialisation résultent des inégalités pour l'instant mal connues, peu étudiées, euphémisées, rejetées comme des épiphénomènes, traitées aussi par l'intervention publique selon des modalités quelque peu paternalistes situées aux antipodes du modèle d'intégration et de responsabilité qui avait caractérisé la société salariale. Pourtant, ces inégalités générationnelles sont un point crucial de l'évolution des sociétés contemporaines, un sujet d'interrogation majeur sur le legs que nous ferons aux générations futures, mais encore un objet d'investissement particulièrement riche pour les praticiens de l'action sociale, pour les professionnels de la mobilisation politique et pour tous ceux qui interviennent dans l'organisation des institutions sociales. Le silence assourdissant qui entoure ce thème des « inégalités générationnelles » dissimule surtout le fait que, par rapport aux constructions audacieuses des Trente glorieuses, les vingt-cinq dernières années ont été marquées par un certain renoncement.

Chauvel L., 2001d, « Le retour des classes sociales ? », *Revue de l'OFCE*, n°79, pp. 315-359.

La fin des classes sociales semblerait une évidence pour de nombreux auteurs contemporains, au point que cette question a disparu de la production des sciences sociales, en France particulièrement. L'objectif de cet article est de revenir sur le problème empirique des classes sociales et sur leur évolution au cours des dernières décennies. En revenant sur la question des inégalités économiques et sociales structurées, et sur les éléments culturels et subjectifs susceptibles de sous-tendre les classes sociales, deux périodes historiques s'opposent nettement. D'un

côté, la période de croissance rapide de l'après-guerre a vu l'effacement d'une partie du contenu objectif des classes sociales. De l'autre, depuis la fin des années 1970, des inégalités structurées se reconstituent et déterminent objectivement les conditions de vie de groupes sociaux repérables. Néanmoins, ces inégalités structurées, renaissantes, ne sont guère organisées par une conscience capable d'animer un mouvement collectif durable et de donner une expression aux rapports sociaux sous-jacents, ce qui n'est pas sans poser problème pour l'identité sociale des membres des classes populaires, au travers d'un phénomène de dyssocialisation. Objectivement visibles mais subjectivement désarticulées, les classes sociales sont porteuses d'un avenir plus ouvert et moins prédictible qu'on ne le conçoit généralement.

Chauvel L., 2002a, « Educational Inequalities: Distribution of Knowledge, Social Origins and Social Outcomes », in Y. Lemel and H.H. Noll. (dir.), *Changing Structures of Inequality: A Comparative Perspective*, Montreal, McGill.

Often regarded as a strategy for remaining at the first ranks in the international competition, public investment in education might be one of the most consensual public policy, even in countries where State activism is quite discredited. The legitimacy of educational investment is not new: school and university expansion has been for decades a long-term global and universal trend. From the beginning of the 20th century to nowadays, in any advanced country, the improvement of education is clear evidence. That macrosocial aspect of educational expansion masks another central issue: in any country, the educational system ranks people and produces a hierarchy of grades. The consequence is the creation of educational inequalities, of which the social impact could be more and more important.

After a multimodal definition of inequality, we show that the European systems are much more unequal in absolute, relative and compared relative terms. But the inequality in terms of future life chances is much lower than in USA. Canada is then country that appears at the first ranks, on any aspect of educational equality. The difficulty is to sum up the different aspects of educational inequalities in a simple mono-dimensional index: we would have to analyse the complete process of the status attainment model. That issue remains one of the most important stake of sociological research.

Chauvel L., 2002c, *Le destin des générations, structure sociale et cohortes en France au XXe siècle*, PUF, Paris [2^e éd. mise à jour, avec nouvel avant-propos pp.xiii-xxxiii].

L'objet de cet ouvrage est de dépasser les lectures traditionnelles des bouleversements de la structure sociale fondées sur des tendances sociales moyennes, en montrant que les changements sociaux massifs repérés au XX^e siècle concernent moins la société dans son ensemble que certaines cohortes en particulier. Au centre de la problématique se trouvent l'évaluation de la « loi du progrès générationnel » selon lequel les générations puînées disposeraient mécaniquement de plus de ressources que les aînées, et la mise en cause de celle-ci : l'histoire est faite des fluctuations générationnelles des progrès économiques et sociaux, mais aussi des conséquences de ces changements, telles que la consommation, la santé, l'accès aux médias, la participation et la représentation politique.

L'analyse montre qu'il existe en effet des « générations sacrifiées », par exemple celle de 1894 qui a connu les deux guerres mondiales. De même, aujourd'hui, le ralentissement économique n'est pas réparti uniformément sur toute la population : les générations nées après 1950 observent une dégradation de leur situation par rapport à leurs aînés, en termes de revenu, de rendement du diplôme, en termes de perspective de mobilité ascendante. Toutes ces dimensions sont interrogées au travers d'un matériau empirique varié qui regroupe les enquêtes FQP (Formation-qualification professionnelle) de 1914-1970-1977 et Emploi (1982-2000) de l'INSEE, ainsi que de nombreuses sources statistiques, démographiques, économiques, politiques et sociales, consultées systématiquement, en remontant, chaque fois qu'il a été possible, aux archives de micro-données disponibles.

Cet ouvrage se propose de répondre à l'ensemble de ces questions en trois étapes. La première partie vise à mettre en évidence un certain nombre de faits concernant la structure sociale et ses mutations. Il s'agit de mesurer l'impact des fluctuations du rythme de la croissance (passage des « Trente glorieuses » 1945-1975 à la « Croissance ralentie » 1975-aujourd'hui) sur les différentes générations. Ainsi, l'expansion numérique des cadres et des professions intermédiaires relève d'une croissance brutale de l'accès à ces catégories pour les générations nées dans les années 1940 (générations entrées dans le monde du travail à la fin des Trente glorieuses) par rapport aux précédentes. D'une manière plus générale, la structure sociale se déforme moins avec le temps qu'au rythme

du remplacement des générations qui se succèdent dans la structure sociale. Ainsi, la cohorte pourrait être comprise non pas comme un groupe social organisé, mais comme un temps social concret : le grain du sablier social.

La deuxième partie s'intéresse aux explications possibles de ce processus. Elle étudie les variations respectives du système éducatif et de la conjoncture économique, en particulier de l'offre d'emploi adressée aux jeunes, deux tendances dont la rencontre produit des effets favorables ou défavorables pour les nouvelles générations qui connaissent la transition de l'école vers la recherche d'un emploi stable. L'essentiel des perspectives de vie d'une cohorte est déterminée entre l'âge de 25 et de 30 ans. Les conditions de son entrée dans le monde adulte influencent la manière dont elle participera, dans les années suivantes, au monde de la production.

La troisième partie se penche sur les conséquences du fonctionnement générationnel du changement social. L'évolution des chances d'accès aux différentes catégories professionnelles par cohorte s'accompagne en effet de modifications dans la répartition des revenus, le revenu relatif au long des 50 dernières années des juniors et des seniors n'ayant rien de fixé. Les évolutions des modes de vie connaissent eux aussi de grandes mutations, par exemple en termes de loisir, de transport, de logement, notamment. La mortalité par génération, notamment en ce qui concerne le suicide, a connu pareillement des évolutions surprenantes, avec un doublement entre 1970 et 1995 du taux de suicide autour de vingt ans, et une réduction d'un tiers autour de soixante ans. Enfin, les trajectoires de mobilité sociale ont fait l'objet d'une analyse systématique, pour mettre en évidence le fléchissement des perspectives d'ascension sociale des nouvelles générations nées vers 1975, qui sont en moyenne les enfants de la génération du baby-boom née en 1945.

La conclusion revient sur la logique d'ensemble qui résulte de la synthèse des faits, processus et résultats variés mis en évidence. Le résultat empirique central est que les variations du rythme de la croissance (« Trente glorieuses » 1945-1975 versus « Croissance ralentie » 1975-aujourd'hui) a donné lieu à une répartition spécifique des ressources entre les différentes générations. Il s'agit alors de rendre compte du partage spécifique auquel nous avons assisté, et de se demander pourquoi et comment d'autres formes de partage ne sont pas advenues. Surtout, en termes prospectifs, ces évolutions posent problème, notamment pour ce qui concerne la politique et le financement des retraites, de la santé, mais aussi du logement, de l'éducation, par exemple. Si elles ne font pas allée au débat collectif

mettant en jeu l'ensemble des cohortes, les solutions les plus simples risquent d'engendrer encore des distorsions fortes entre générations.

Valorisation et diffusion de la recherche (sélection)

- 1- Louis Chauvel, 1994, « L'informatique, bouc émissaire », *L'idée*, n°15, mars-mai.
- 2- Compte rendu de : Hélène Riffault (dir.), 1994, *Les Valeurs du temps présent*, PUF, Paris, dans la revue *Sciences humaines*,
- 3- Louis Chauvel, 1994, « Les Français, les Européens et les valeurs », *Sciences humaines*, hors série n°6, septembre-octobre.
- 4- Louis Chauvel, 1996, « L'évolution des valeurs en Europe », *Sciences humaines*, hors série n°14, septembre-octobre.
- 5- Louis Chauvel, 1997, « La toupie et le sapin : l'évolution des inégalités de revenu », *Sciences humaines*, n°72, mai.
- 6- Louis Chauvel et Laurent Mucchielli, 1998, « Les trente peu glorieuses », *Alternatives économiques*, hors série 3^e trimestre.
- 7- Brochure de l'association des Journées Nationales de Prévention du Suicide : quatre page de synthèse « La croissance du suicide et les problèmes de la société française après les Trente glorieuses ».
- 8- Louis Chauvel, 1998, « Le déclin social des générations montantes », *Alternatives économiques*, septembre.
- 9- Louis Chauvel, 1999, « Le temps des seniors », *Sciences Humaines*, H.S. n°26, septembre-octobre.
- 10- Louis Chauvel, 2000, « Solidarités : comment la crise a pacifié la famille », *Alternatives économiques*, N° 181, pages 54 - 57.
- 11- Louis Chauvel, 2000, « Les risques sociaux de l'épargne salariale », *La revue socialiste*, n°3, pp.102-112.
- 12- Louis Chauvel, 2001, « Etats-Unis : une prospérité sans partage », *Alternatives économiques*, N° 189, pages 58 - 61.
- 13- Louis Chauvel et Pierre-André Imbert, 2002, « Les nouvelles générations sacrifiées », *Note du Club démocratie-égalité*, n°2.
- 14- Louis Chauvel, 2002, « Après le 21 avril, retrouver les classes populaires », *La revue socialiste*, n°9/10, pp.138-148.
- 15- Louis Chauvel, 2002, « Pouvons nous (de nouveau) parler de classes sociales ? », dans Jean Lojkine (dir.), *Les sociologies critiques du capitalisme, en hommage à Pierre Bourdieu*, Paris, PUF, pp. 117-138.
- 16- Louis Chauvel, 2002, « Stratification sociale », dans Serge Cordellier et Sarah Netter (dir.), *L'état de la France*, Paris, PUF, pp. 129-137.
- 17- Louis Chauvel, 2002, « France d'en haut, France d'en bas, le grand écart », Dossier spécial pour *Alternatives économiques*, octobre.

-
- 18- Chauvel L., 2003, « la rupture du pacte générationnel ? », *Pour*, n°177, 65-69.
 - 19- Chauvel L. et F. Schultheis, 2003, « Le sens d'une dénégration : l'oubli des classes sociales en Allemagne et en France », *Mouvements*, n°26, p.17-26

Expertises-rapports-miméos-documents de travail

- 1- 1993 : « Tendances de changement social dans les régions 1968 - 1990 », rapport pour la DATAR (140 p.), régionalisation du modèle de Louis Dirn.
- 2- 1993-1994 : Réalisation des traitements quantitatifs et transferts de technologie pour l'enquête « Développement Economique et Social des Entreprises » du LSCI, a donné lieu au livre : Francfort, I., F. Osty, R. Sainsaulieu, 1995, *Les mondes sociaux de l'entreprise*, Paris, Desclée de Brouwer.
- 3- 1994-1995 : Articles dans un rapport de prospective sociologique pour les HLM : Michel Forsé (dir.), 1995, *Bilan des évolutions économiques et sociales de la France et prospective à l'horizon 2005*, Paris, miméo OFCE. 4 articles : Louis Chauvel, Michel Forsé et Yannick Lemel, « Stratification, mobilité et inégalités sociales » ; Louis Chauvel, « Le moral des chômeurs » ; Louis Chauvel et Henri Mendras, « les contrastes démographiques s'accusent entre les régions » ; Louis Chauvel, « Croissance scolaire, diplôme, moyennisation et concurrence sociale ».
- 4- 1995-1996 : participation à un groupe de prospective organisé par le club CRIN Prospective scientifique et technologique. A donné lieu à un rapport : club CRIN Prospective scientifique et technologique, 1997, « Entreprises 2010 : construire des scénarios d'environnement global », *Travaux de recherches et de prospective Futuribles international, Lips, Datar*, n°5, janvier.
- 5- 1995-1996 : expertise pour un document de travail de l'Université de Cambridge : A.B. Atkinson, in conjunction with members of the Network in Comparative Social Policy and Taxation Modelling, 1997, « measurement of Trends in Poverty and the Income Distribution », *Department of Applied Economics (University of Cambridge) Working Papers Amalgamated Series*, n°9712.
- 6- 1998-2000 : expertise pour *Ecureuil Gestion* pour la constitution d'un fonds de placement éthique.
- 7- 1999-2001 : Dans le cadre du projet « Eurospectator : implementing the Euro » dirigé par Jean-Victor Louis (Institut universitaire Européen, Florence), évaluation de l'environnement politique et opinion autour du processus de mise en œuvre de l'Euro.
- 8- 2001 : Working paper 4T : *TRAVAIL, TEMPS, TRAJECTOIRES ET TRANSITIONS* : « Educational Growth and Cohort Changes of Social Structure in France and United-States (1968-2000) » (23p.)

-
- 9- 2002 : Dans le cadre du projet « Eurospectator : implementing the Euro » dirigé par Jean-Victor Louis (Institut universitaire Européen, Florence), 2^e tranche d'évaluation de l'environnement politique et opinion autour du processus de mise en œuvre de l'Euro <http://www.iue.it/LAW/eurospectator/documents/2001France.pdf>.
 - 10- 2002 : Dans le cadre du projet « Femmes et hommes face aux épreuves des concours d'entrée : ENA, IEP et Polytechnique » pour le « Comité de pilotage pour l'égal accès des femmes et des hommes aux emplois supérieurs des fonctions publiques » (cf. Arrêté du 10 novembre 2000 : JO n°263 du 14 Novembre 2000), analyse sur l'absence de parité de genre au concours de la fonction publique.
 - 11- 2002 : Working paper 4T : *TRAVAIL, TEMPS, TRAJECTOIRES ET TRANSITIONS* : « Une esquisse de théorie des générations sociales au miroir de l'expérience sociale française » (45p.)
 - 12- 2002 : Working paper 4T : *TRAVAIL, TEMPS, TRAJECTOIRES ET TRANSITIONS* : « Drowning by numbers: Social Value of Education and Overeducation: An Assessment of the 'Easterlin Effect' in a Comparative Perspective (France, Germany, the United-Kingdom and the United-States) » (26p.)

Conférences, groupes de travail, échanges, interventions

- 1- Réunions biennuelles du groupe Comparative Charting of Social Change (CCSC) : Versailles, Salt Lake City, Berlin, Santa Margherita, Moscou, Athènes. Mises en place de comparaisons internationales.
- 2- décembre 1993 : présentation de l'article [8] dans le cadre de l'Observatoire du changement social en Europe occidentale (Futuroscope de Poitiers), lors du colloque sur les Nouvelles Technologies de l'Information.
- 3- juin 1994 : présentation de [16] au séminaire *Stratification sociale* du CREST-INSEE.
- 4- décembre 1994 : texte de l'article [15] présenté au colloque Pantaleoni de Macerata.
- 5- mai 1995 : présentation de [5] au colloque annuel de *Institute of Revenue Rating and Valuation*, Copenhague (Danemark), sur la concurrence fiscale et le développement local.
- 6- septembre 1995 : présentation de [12] à Rome (Italie), Université Tor Vergata, dans le cadre d'un groupe de recherches financé par le programme *Human Capital and Mobility* de la Commission Européenne.
- 7- Janvier 1996 : CREST, séminaire « stratification sociale » du Laboratoire de sociologie quantitative, présentation de [12].
- 8- mai 1996 : Oxford (Royaume-Uni), réunion du réseau « comparative social policy and taxation modelling » du programme *Human Capital Mobility*, sur les inégalités économiques et la modélisation des politiques fiscales.
- 9- juin et décembre 1996 : WZB-Berlin (Allemagne) ; réunion d'étude sur la préparation d'un rapport sur les évolutions des sociétés européennes, et

-
- préparation d'une réponse à appel d'offre de la commission TSER ; projet de contrat.
- 10- décembre 1996 : Bruges (Belgique), réunion du réseau « comparative social policy and taxation modelling » du programme Human Capital Mobility, sur les inégalités économiques et la modélisation des politiques fiscales.
 - 11- mars 1997 : organisation avec Philippe Besnard d'une journée d'études sur l'évolution du pouvoir explicatif des catégories socioprofessionnelles de l'INSEE.
 - 12- mai 1997 : Réunion de l'*International Social Survey Program*, La Haye.
 - 13- mai 1997 : présentation d'une version préparatoire de [27] pour la journée d'études « le *Suicide* de Durkheim : histoire et actualités critiques ».
 - 14- octobre 1997 : présentation au séminaire de l'OSC des principaux résultats de [28]
 - 15- novembre 1997 : Colloque « Eurobaromètres » au CIDSP-Grenoble ; présentation d'un article en cours de finition sur les valeurs dans les régions européennes.
 - 16- décembre 1997 : présentation de [27] au colloque « Durkheim et le suicide, 100 ans après », à l'Université de Bordeaux.
 - 17- décembre 1997 : présentation de [28] à la journée de « rencontres européennes » de l'OSC.
 - 18- février 1998 : intervention au Programme européen de Sociologie Politique Européenne Comparée (SPEC) sous la direction d'Elisabeth Dupoirier (IEP) sur : « Les difficultés théoriques et pratiques de la comparaison internationale ».
 - 19- mars 1998 : intervention dans le cours de l'IEP 2^e année de Patrick Le Galès : « Formes élémentaires du lien social et morphologie des sociétés européennes » ; intervention sur « Les valeurs en Europe, comparaison des structures et des dynamiques ».
 - 20- avril 1998 : intervention dans le séminaire de Christian Baudelot du DEA de Sciences sociales ENS - EHESS sur « générations et suicide »
 - 21- mai 1998 : CREST, séminaire « stratification sociale » du Laboratoire de sociologie quantitative, présentation de (Chauvel L., 1997g, *Evolution du système de stratification sociale et succession des cohortes : grandeur et décadence des générations dans la société française des Trente glorieuses à nos jours*, Thèse de doctorat en Sociologie, Lille I) ; premiers travaux de comparaison internationale.
 - 22- juillet 1998 : intervention au congrès mondial (Montréal) de l'Association Internationale de Sociologie le 30 juillet de « Cohort changes in Education, Social Stratification and Mobility, the Case of France (1964-1995) » (23 p.).
 - 23- octobre 1998 : Congrès Marx-International II : intervention sur « Classes et générations : l'insuffisance des hypothèses de la théorie de la fin des classes sociales » (14 p.).

-
- 24- septembre 1999 : intervention au colloque de Cerisy « Le travail, de l'entreprise à la cité », intervention sur le thème : « Contextes de socialisation des jeunes au travail et en famille : les mutations des modèles d'entrée dans la vie »
 - 25- mars 2000 : intervention au Séminaire d'Etudes Marxistes de la Maison des sciences de l'homme : « La moyennisation, ... et après ? Le retour des situations de classe »
 - 26- mai 2000 : Université de tous les savoirs (UTLS) de la mission 2000 en France sur « les rapports entre les générations »
 - 27- juin 2000 : invitation au séminaire de Marc-Henri Soulet à l'université de Fribourg (Suisse) ; intervention sur « générations et crise sociale ».
 - 28- septembre 2000 : Invitation de 6 semaines par le French-Berkeley-Fund à UC Berkeley en tant que Visiting Scholar au Département de Sociologie et au Survey Research Center.
 - 29- octobre 2000 : participation aux « 2èmes Rencontres Sauvy » INSEE à Montréal (Québec) dans le cadre des « Treizièmes entretiens du Centre Jacques Cartier » (Université de Montréal et Centre Jacques Cartier) sur « Les impératifs de la conjoncture et de l'équité intergénérationnelle ».
 - 30- novembre 2000 : intervention au séminaire résidentiel « crise du travail et précarité des jeunes » organisé à Neuchâtel par Franz Schultheis.
 - 31- décembre 2000 : participation au séminaire de l'école doctorale de sciences sociales de l'ENS « Que reste-t-il des CSP aujourd'hui ? » ; intervention sur « Fétichisme du codage, fétichisme de la convention collective, fétichisme de l'effet propre' : pour relativiser les critiques contre la CSP »
 - 32- décembre 2000 : intervention au séminaire de recherche IEP (J.P. Sirinelli et J.P. Rioux) « Histoire du XX^e siècle » sur les jeunes et la culture, à propos du *Destin des générations*
 - 33- janvier 2001 : organisation d'une formation continue de deux jours dans le cadre de Sciences-Po formations et de l'IFCAM (formation des administrateurs du crédit agricole) : « D'un siècle à l'autre, d'une génération à l'autre, comprendre les changements en France et en Europe », avec Alfred Grosser, Bertrand Hervieu, Jacques Le Cacheux, Martine Segalen.
 - 34- Avril 2001 : présentation de la communication « Education and Class Membership Fluctuations by Cohorts in France and United-States (1960-2000) » (22 p.) au colloque de Mannheim (Allemagne) du Comité de recherche 28 (Stratification et mobilité sociale) de l'Association internationale de sociologie.
 - 35- Septembre 2001 : présentation au congrès Marx-international III de « Retour aux conditions de classes de part et d'autre de l'Atlantique » dans l'atelier « Inégalités sociales ou divisions de classes ? ».
 - 36- Octobre 2001 : présentation de la communication « Educational Growth and Cohort Changes of Social Structure in France and United-States (1968-2000) », Working paper for Euresco conference, Kerkrade, 6-10 October 2001.

-
- 37- Janvier 2002 : présentation de « La valeur sociale des titres scolaires. Déclin ou rattrapage ? » au séminaire de recherche de l'INSEE.
 - 38- Février 2002 : présentation de « Peut-on encore parler de classes sociales ? » au séminaire de « stratification sociale » du CREST/INSEE.
 - 39- Mai 2002 : présentation de la communication « Social Generations, Life Chances and Welfare States », Working paper for Transforming the Democratic Balance among State, Market and Society: Comparative Perspective on France and the Developed democracies, Minda de Gunzburg Center for European Studies, Harvard University, May 17-18, 2002.
 - 40- Juillet 2002 : présentation de la communication « Social Value of Education and Overeducation: An Assessment of the 'Easterlin Effect' in a Comparative Perspective (France, Germany, Great-Britain and the US). », au Congrès Mondial de Sociologie Brisbane, Comité de recherche 28 (Stratification et mobilité sociale).
 - 41- Juillet 2002 : présentation de la communication « La fin des classes sociales, et encore après ? », au Congrès Mondial de Sociologie Brisbane, Comité de recherche 47 (classes sociales et mouvements sociaux).
 - 42- Septembre 2002 : présentation de la communication « Social Value of Education and Overeducation: An Assessment of the 'Easterlin Effect' in a Comparative Perspective (France, Germany, Great-Britain and the US). », au séminaire interne de la Direction de la Programmation et du Développement (Ministère de l'Education Nationale).
 - 43- Novembre 2002 : présentation du « Retour des classes sociales » au département de sociologie de l'université de Nancy II.
 - 44- Décembre 2002 : double présentation du « Retour des classes sociales » et du *Destin des générations* à l'IUFM d'Aix-en-Provence.
 - 45- Février 2003 : présentation au séminaire « Atelier de Recherches Théoriques François Perroux » du « Retour des classes sociales » Maison des Sciences Economiques – Paris1.
 - 46- Février 2003 : présentation au séminaire doctoral de l'ENS du « Destin des générations ».
 - 47- March 2003 : présentation de la communication “Social Generations, Life Chances and Welfare States”, Working paper for Social and Political Change in France: The Balance among State, Market and Society, Centre Américain (Sciences-Po) et Minda de Gunzburg Center for European Studies (Harvard University), Paris Meeting, Friday March 21 and Saturday March 22 2003.
 - 48- Mai 2003 : présentation de « la rupture du pacte générationnel ? », au séminaire Cycle de vie de l'Université de Genève.
 - 49- Juin 2003 : présentation de (Chauvel L., 2001d, « Le retour des classes sociales ? », *Revue de l'OFCE*, n°79, pp. 315-359) au séminaire de « Classes et inégalités » de l'IFOREP, Bures sur Yvette.
 - 50- Septembre 2003 : présentation de “Social Generations, Life Chances and Welfare States”, au congrès de l’“European Sociological Association”, Murcia, Friday September 26 2003.
 - 51- Octobre 2003 : “Generational patterns of social and political participation in France: theoretical framework and empirical analyses”, talk at Strasbourg

Workshop of Consortium for Culture and Generation Studies, Friday
October 3rd 2003.

Enseignements (cours et modules) (année 2000-2003)

	2000-2001	2001-2002	2002-2003
Enseignement dans les cycles de l'Ecole doctorale de l'IEP			
Séminaire : « Approches des sociétés européennes », avec Marco Oberti (maintenant avec Alain Chenu), dans le cadre du Cycle européen de l'IEP		20	20
Séminaire : « Tendances et ruptures de la société états-unienne au XXe siècle », avec Erhard Friedberg, Puis Vincent Tiberj, dans le cadre du Cycle américain de l'IEP		9	14
Séminaire doctoral : « Cycle de vie et générations : économie et société » avec Jacques Le Cacheux, dans le cadre de l'Ecole doctorale de l'IEP		10	18
DEA de sociologie de l'IEP, « Sociétés contemporaines »			
Cours : « Méthodes de traitement et d'analyse des enquêtes quantitatives » (annuel, depuis 1995)	40	40	40
TD : « Atelier méthodologique (1998-2001) », avec Marco Oberti	25		
Cours « Mobilité et stratification sociale, approche cohortale » (annuel, depuis 1998)	10	10	6
Cycle du diplôme de l'IEP			
Cours et cours séminaire « Changement culturel et social », (enseignement de certificat IEP 3e année 1998-2001), avec Nicolas Herpin	28		
Cours « Sociétés européennes en mutations » puis module « Sociétés européennes, structures modèles et mutations » (enseignement d'ouverture IEP 2e année, puis module de 2e cycle, depuis 2001), avec Marco Oberti	28	56	56
Cours d'option « Statistique sociale, méthodes, interprétations et controverses » (enseignement d'ouverture IEP 4/5e année)			28
Total	131	145	182

Varia : direction et codirection de 10 mémoires de DEA depuis 1998, direction d'une thèse sur les régions en Europe, etc.